

DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

L'honorable Onésime Gagnon,

C.P., C.R., LL.D.,
Trésorier de la province

À

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC

le 24 février 1949



1949

DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

L'honorable Onésime Gagnon,

C.P., C.R., LL.D.,

Trésorier de la province

À

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC

le 24 février 1949



1949

1949

DISCOURS SUR LE BUDGET

24 février 1949

L'Honorable Onésime Gagnon, C.P., C.R., LL.D.



Monsieur l'Orateur,

L'an dernier, j'évoquais devant vous, un glorieux centenaire: celui de la reconnaissance de la langue française comme l'une des deux langues officielles du pays. Lafontaine et Baldwin, après avoir réussi à faire accepter par le gouvernement britannique, en 1847, le principe du gouvernement responsable, avaient obtenu, l'année suivante, le rappel de la clause de l'Acte d'Union des deux Canadas, qui proscrivait l'usage de la langue française dans les documents de la Législature. Durant huit années, les chefs du parti canadien du Bas-Canada et du parti réformiste du Haut-Canada, Lafontaine et Baldwin, avaient lutté sans relâche pour obtenir la reconnaissance de ce principe de base de la vie canadienne. Quel jour de fierté et de bonheur pour les représentants du Bas-Canada lorsqu'ils entendirent, le 18 janvier 1849, le gouverneur Lord Elgin, lire pour la première fois, le discours du trône dans la langue de leurs pères.

Ce glorieux centenaire a eu d'heureux échos partout dans la province. La Société Saint-Jean Baptiste et la Société du bon parler français en particulier ont préparé des fêtes commémoratives, et le secrétaire ainsi que les membres du comité protestant de l'Instruction publique, ont eu la délicate inspiration pour souligner le bilinguisme de notre province, d'organiser dans toutes les écoles anglo-protestantes soumises à leur juridiction: "la journée du français".

Et voilà que cette année, la Législature a été convoquée dans la semaine même, où, il y a cent ans, se déroulait l'événement heureux que toute la population a voulu célébrer avec une touchante unanimité.

La première session de la présente Législature s'est ouverte le 19 janvier, dans une même atmosphère de fierté et de bonheur qui réjouissait nos pères, les valeureux parlementaires de la session de 1849. Nous eûmes l'impression de vivre comme eux, il y a cent ans, l'une des heures décisives de notre histoire. L'éclatante victoire de l'Union Nationale du 28 juillet dernier, n'était-elle pas le couronnement final de plusieurs années de luttes ardentes pour la reconnaissance du principe de l'autonomie provinciale ? L'immense majorité de la province venait de reconnaître, d'une façon éloquente, le courage intrépide et la haute vision politique du chef de l'Union Nationale. Ne saluait-elle pas dans ce dernier, le digne successeur de Lafontaine qui avait su, avec une rare sagesse, voir dans l'Acte d'Union des deux Canadas, le principe d'une véritable fédération et non la base d'une union législative qu'avaient voulu instaurer le rapport Durham et la loi organique de 1840.

Au cours de la mémorable session de 1849, marquée par la création de la Cour supérieure, "notre grand tribunal civil de première instance," et dont nous célébrons également cette année le centenaire, Lafontaine soutenait en réponse à une attaque violente de Papineau, que l'union des deux Canadas était une fédération. Rappelant la décision de la majorité haut-canadienne qui, en 1841, avait repoussé une proposition tendant à faire disparaître la disproportion entre le nombre de députés du Haut et du Bas-Canada, Lafontaine s'écriait :

"Ce refus a établi en fait et en droit que l'acte d'union n'avait pas fait des deux Canadas une seule et même province, mais qu'il n'avait fait que réunir, sous l'action d'une seule et même législature, deux provinces jusqu'alors distinctes et séparées, et qui devaient continuer de l'être pour toutes autres fins quelconques; en un mot, qu'il y avait eu à l'exemple de nos voisins, une confédération de deux provinces, de deux États. C'est sur cette appréciation des faits... que j'ai réglé ma conduite politique depuis 1842. C'est en me fondant sur le principe de ne voir dans l'acte d'union qu'une confédération de deux provinces, comme le Haut-Canada l'a déclaré lui-même en 1842, que je déclare ici hautement que jamais je ne consentirai à ce que l'une des sections de la province ait, dans cette Chambre, un nombre de membres plus considérable que celui de l'autre, quel que soit le chiffre de sa population."

Et Sir Thomas Chapais écrit en marge de ce discours remarquable :

"En prenant cette attitude énergique, en formulant cette théorie si originale et en même temps si juste sur le dualisme réel de l'acte d'union, monsieur Lafontaine montrait qu'il était vraiment un homme d'état et un maître en droit constitutionnel. Ce dualisme, ce principe fédératif qu'il mettait en lumière, entraînait comme conséquence, l'égalité de représentation. Et, coïncidence peu importante, cette égalité qui avait pu nous paraître défavorable au début, était sur le point de devenir pour nous une sauvegarde."

Ainsi donc, Lafontaine peut être considéré comme l'artisan de la doctrine de l'autonomie provinciale, principe de base de la fédération canadienne. Les provinces sont et doivent rester souveraines dans les matières soumises à leur juridiction.

La victoire de l'Union Nationale de juillet 1948, restera comme l'un des événements les plus glorieux de l'histoire du Québec. Seule une victoire de l'autonomie provinciale pouvait assurer à notre peuple le maintien de ses droits et de ses traditions. Les récentes élections de Brôme et de Lévis, dans un comté en majorité anglaise et dans un autre en majorité française, apportent des preuves nouvelles et plus éloquentes encore de la volonté de toute la province de conserver ses droits et ses prérogatives essentielles.

Aussi, quand le 19 janvier dernier nous avons vu pour la première fois un groupe imposant de plus de 80 députés à qui l'électorat de la province avait donné le mandat d'être à la Législature, les fermes défenseurs de l'autonomie provinciale et de la politique éclairée et progressive de l'Union Nationale, nous avons tous vécu avec fierté cette journée mémorable. Nous avons l'assurance que cette journée, comme celle du 18 janvier 1849, était l'une des plus décisives de notre histoire. Elle était le couronnement d'un passé de fidélité à nos institutions politiques. Elle était en même temps le gage d'un avenir où pourraient s'épanouir de nouveau les vertus de vaillance, de courage et de patriotisme qui ont fait la force des hommes politiques du passé.

Souhaitons, monsieur l'Orateur, que cette leçon du mois de juillet 1948 éclaire l'Opposition pour l'avenir. Le parti qu'elle représente n'osera plus, espérons-le, renier l'un des principes essentiels de la doctrine politique de ses chefs jusqu'en 1936. Il est temps que l'Assemblée législative de Québec redevienne uniquement l'assemblée délibérante où doivent se discuter les intérêts essentiels du Québec, et non pas la simple succursale d'un autre parlement. Elle doit servir avant tout à l'étude des mesures propres à assurer la grandeur et le bien-être de notre province, avant d'assurer le succès et l'avenir d'un parti politique.

Il est opportun de rappeler aux membres de l'Opposition une importante déclaration de Sir Wilfrid Laurier, lors des élections fédérales de 1891:

“Le programme du parti libéral dans la présente lutte, déclarait-il, est ce qu'il a été de tout temps. L'autonomie provinciale—ce principe tant de fois violé par nos adversaires—en forme la base, car c'est elle qui assure justice aux forts et droits égaux pour tous, sous l'égide de la Constitution.”

Quelques années auparavant, en 1886, Honoré Mercier avait affirmé:

“Nous réclamons le maintien énergique de l'autonomie provinciale, contre toutes les atteintes directes ou indirectes.”

et en 1905, Sir Lomer Gouin proclamait à son tour:

“D'une manière générale, pour que le Canada se développe, il faut que les provinces, assises fondamentales de tout l'édifice national, conservent leurs privilèges et leur autonomie. Il faut qu'elles disposent des ressources indispensables à leur développement.”

et l'honorable Alexandre Taschereau disait lui aussi en 1927:

“Nous sommes déterminés à faire respecter l'intégrité de nos lois, la plénitude de nos libertés constitutionnelles et religieuses, l'entière autonomie que nous a assurée le pacte confédératif et les traditions de notre peuple.”

Souhaitons, je le répète monsieur l'Orateur, que cette doctrine politique énoncée par Sir Wilfrid Laurier, reprise par tous les chefs du parti libéral jusqu'en 1936, ramène le parti de l'Opposition dans le chemin de la sagesse et du patriotisme, afin que les gouvernements de l'extérieur sachent que notre province forme un bloc uni et solide pour la sauvegarde de ses droits et de ses prérogatives.

I

FAITS SAILLANTS DE L'HISTOIRE FINANCIÈRE DE LA PROVINCE DE 1944 A 1948

A l'occasion de la première session de la 23^e Législature, je crois utile, Monsieur l'Orateur, de faire la synthèse des faits saillants de l'administration financière de l'Union Nationale. Plusieurs de ces faits constituent en réalité des records qui sont un témoignage incontestable de la sagesse politique du chef de l'Union Nationale:

1°—Toutes les années fiscales de l'administration de l'Union Nationale se sont terminées par un surplus global d'opérations;

2°—Les crédits accordés pour l'éducation, la santé, l'agriculture, la colonisation, les travaux publics, la voirie ont été doublés;

3°—L'Union Nationale n'a imposé aucune taxe nouvelle;

4°—La dette nette de la province a été diminuée de \$33,330,000;

5°—L'administration n'a effectué aucun emprunt pour rencontrer le paiement de dépenses, mais elle l'a fait simplement pour racheter des émissions antérieures et consolider une partie de la dette flottante laissée par l'ancienne administration;

6°—Les obligations de la province sont les mieux cotées sur le marché canadien. Elles ont été vendues au public à un taux supérieur à celui obtenu par toute autre province canadienne;

7°—La dette par tête est la plus basse de tous les gouvernements du pays. Je vous réfère au témoignage du *Financial Post* du 12 février 1949.

8°—Les fonds d'amortissement créés pour le rachat de la dette consolidée sont les plus élevés de tous ceux des autres provinces canadiennes;

9°—Le taux d'intérêt par tête sur la dette totale du gouvernement de la province est le plus bas de celui de tous les autres gouvernements du pays;

10°—Le surplus consolidé de la province a atteint le plus haut total jamais réalisé depuis la Confédération. Il était de \$130,945,918.84, le 1er avril 1948, il atteindra au 1er avril 1949, une somme de plus de \$171,715,918.

II

SITUATION FINANCIÈRE DE LA PROVINCE

1° — Chiffres définitifs pour l'année 1947-48

Je me permets de vous rappeler brièvement les chiffres définitifs des opérations financières de l'année terminée le 31 mars 1948. Ces résultats, vous le savez, sont expliqués dans les Comptes publics qui ont été déposés devant la Législature, à la fin du mois de janvier. J'aimerais comparer ces chiffres définitifs avec les prévisions soumises à la Législature au cours de la session 1947 et avec les résultats probables que j'ai communiqués à la Chambre, le 27 février dernier.

Malgré les affirmations sans fondement des membres de l'Opposition, au cours de la dernière campagne électorale, les membres de cette Chambre savent que la coutume parlementaire a entouré de maintes précautions la dépense des deniers publics. Le gouvernement doit, à la première étape du budget, soumettre les crédits nécessaires à l'administration à l'approbation des membres de la Législature. L'année suivante, le Trésorier doit, au cours de la session, donner les chiffres définitifs des deniers dépensés à même les crédits votés au cours de la session précédente, mais comme l'année financière n'est pas encore terminée, il doit se contenter de résultats probables; c'est ce que j'appelle la seconde étape du budget. Enfin, en vertu d'une résolution de l'Assemblée législative, le gouvernement doit publier chaque année, avant le 1^{er} septembre, dans la *Gazette officielle*, les résultats définitifs de l'année financière qui précède. Ces chiffres soigneusement visés par l'Auditeur et l'Assistant-Trésorier apparaissent plus tard dans les Comptes publics.

Ai-je besoin de souligner de nouveau aux honorables membres de cette Chambre, qu'il est impossible de prévoir, d'une manière précise la somme des revenus et des dépenses à l'époque où se prononce le discours sur le budget. Cette année, les estimés budgétaires ont été déposés le 15 février, c'est-à-dire près de deux mois avant le commencement de la prochaine année fiscale. Nombre de facteurs économiques peuvent modifier la marche des revenus et des dépenses. C'est pourquoi, en France par exemple, les Chambres sont appelées à voter trois budgets: le premier avant

la fin d'une année fiscale pour établir le chiffre des dépenses et des revenus pour l'année qui suivra; le deuxième, appelé budget rectificatif et qui est déposé au cours de l'année fiscale commencée; le troisième, appelé budget supplémentaire, avant la clôture de l'année financière commencée.

Or, comme dans les gouvernements du Canada, les Chambres ne se réunissent qu'une fois par année, pour une seule et unique session, les députés n'approuvent que deux budgets, soit le budget principal et le budget supplémentaire.

L'année 1947-48 était la troisième année financière complète de l'Union Nationale. Elle a été marquée, tout comme les deux dernières, par un substantiel surplus global d'opérations et par une importante réduction de la dette nette de la province.

Voici l'état sommaire des revenus et des dépenses de l'exercice financier terminé le 31 mars 1948 aux trois étapes du budget:

	1 ^{re} étape Prévisions (25 mars 1947)	2 ^e étape chiffres probables (27 février 1948)	3 ^e étape chiffres définitifs (31 août 1948)
Revenus.....	\$147,434,000	\$166,930,000	\$167,792,991.64
Dépenses ordinaires.....	118,788,286	123,968,000	123,425,104.03
Surplus des revenus sur dépenses ordinaires.....	28,645,714	43,012,000	44,367,887.61
Dépenses imputables au capital.....	19,055,350	41,372,000	40,927,129.66
SURPLUS GLOBAL.....	\$ 9,590,364	\$ 1,640,000	\$ 3,440,757.95

L'étude des chiffres définitifs de l'année financière terminée le 31 mars 1948, permet donc de constater que pour la troisième année consécutive, le gouvernement de l'Union Nationale a diminué la dette nette de la province.

Au 31 mars 1945, ainsi que l'indique le tableau qui suit, la dette nette de la province, c'est-à-dire la différence entre le passif et l'actif réalisable, s'élevait à la somme de \$308,242,000. Au 31 mars 1948, après trois années d'administration de l'Union Nationale, cette somme avait été réduite à \$274,912,000, soit une diminution de \$33,330,000.

LA DETTE NETTE DE LA PROVINCE

(en mille dollars)

	Au 31 mars ⁽¹⁾			
	1945	1946	1947	1948
Dette consolidée nette.....	\$328,362	\$340,713	\$323,633	\$311,173
Dette flottante.....	47,910	25,344	34,206	38,536
Revenu différé.....	4,519	4,082	3,243	5,179
Total du passif direct.....	\$380,791	\$370,139	\$361,082	\$354,888
Moins actif.....	72,549	70,726	76,166	79,976
DETTE NETTE.....	\$308,242	\$299,413	\$284,916	\$274,912

(1) Tous ces chiffres sont tirés des Comptes publics.

2° — Considérations sur l'année financière 1948-49

L'année 1948-49 est la quatrième année financière complète de l'Union Nationale. Les résultats probables pour l'année qui prendra fin le 31 mars prochain permettent de déclarer que cette quatrième année financière se terminera comme les trois autres par un surplus substantiel au compte ordinaire. Les revenus ordinaires s'élèveront à environ \$193,940,000, alors que les dépenses ordinaires se chiffreront à \$153,170,000, y compris le service de la dette publique, ce qui laisse un surplus de \$40,770,000 au compte ordinaire. Ces résultats probables sont établis d'après les résultats définitifs des dix premiers mois de l'année financière et sur les résultats probables des deux derniers mois. Un examen des dépenses démontre des augmentations sensibles dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la voirie.

Avant, toutefois, de passer à l'examen de la situation, me serait-il permis, comme les années dernières, de soumettre deux tableaux numérotés 1 et 2 basés sur dix mois de résultats effectifs et sur les résultats probables de deux mois.

PROVINCE DE QUÉBEC

ÉTAT PROVISOIRE DES REVENUS
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1949
10 mois terminés — 2 mois en cours — 12 mois

REVENUS ORDINAIRES:

Provenant de taxes:

Trésor, Bureau du Revenu:		
Loi des véhicules-automobiles.....	13,300,000 00	
Taxe sur la gazoline.....	29,600,000 00	
Droits sur les successions.....	11,000,000 00	
Taxes sur les corporations.....	47,000,000 00	
Taxes sur transferts de valeurs.....	500,000 00	
Licences d'hôtels, restaurants, etc.....	445,000 00	
Taxe de vente.....	14,000,000 00	
Taxe sur le tabac.....	8,100,000 00	
Loi de l'Assistance publique.....	6,540,000 00	
Autres taxes.....	83,000 00	
	<hr/>	
	130,568,000 00	
Trésor, Bureau des Assurances.....	140,000 00	
Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits.....	8,800,000 00	
Secrétariat de la province.....	135,000 00	
Travaux Publics.....	70,000 00	
Travail.....	150,000 00	
Chasse.....	50,000 00	
Procureur général.....	117,000 00	140,030,000 00

Provenant d'autres sources:

Subside de la Puissance du Canada (basé sur la population).....		2,739,000 00
Intérêts:		
Placements des fonds d'amortissement.....	2,200,000 00	
Divers comptes.....	630,000 00	2,830,000 00
	<hr/>	
Commission des liqueurs de Québec:		
Compte de commerce.....	18,700,000 00	
Moins: Subvention à l'Assistance publique.....	1,000,000 00	17,700,000 00
	<hr/>	
Fonds d'éducation, 10 Geo. VI, c. 21, et 11 Geo. VI, c. 32:		
Revenus.....	19,350,000 00	
Dépenses.....	7,350,000 00	
	<hr/>	
Résidu.....		12,000,000 00
Richesses naturelles:		
Terres et forêts.....	10,500,000 00	
Ressources hydrauliques.....	1,725,000 00	
Mines.....	1,851,000 00	
Chasse.....	718,000 00	
Pêcheries.....	10,000 00	
Colonisation.....	137,400 00	14,941,400 00
	<hr/>	
Honoraires, divers départements.....		1,658,800 00
Amendes, etc., divers départements.....		387,300 00
Contributions des fonctionnaires: Loi des pensions.....		1,300,000 00
Divers, différents départements.....		353,500 00
	<hr/>	
		\$ 193,940,000 00

PROVINCE DE QUÉBEC

**ÉTAT PROVISOIRE DES DÉPENSES ORDINAIRES ET EN
IMMOBILISATIONS**

pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1949

10 mois terminés — 2 mois en cours — 12 mois

Départements	Total	DÉPENSES	
		Ordinaires	En immobili- sations
Affaires municipales.....	429,000 00	429,000 00	—
Agriculture.....	12,259,000 00	12,256,000 00	3,000 00
Bien-Être social et Jeunesse.....	18,408,000 00	17,097,000 00	1,311,000 00
Chasse.....	1,180,000 00	1,040,000 00	140,000 00
Colonisation.....	12,336,000 00	10,886,000 00	1,450,000 00
Conseil exécutif.....	4,433,000 00	4,433,000 00	—
Industrie et commerce.....	1,183,000 00	1,183,000 00	—
Instruction publique.....	14,331,000 00	14,331,000 00	—
Législation.....	896,000 00	896,000 00	—
Mines.....	3,036,000 00	986,000 00	2,050,000 00
Pêcheries.....	1,455,000 00	1,155,000 00	300,000 00
Procureur général.....	6,146,000 00	6,146,000 00	—
Ressources hydrauliques.....	4,880,000 00	715,000 00	4,165,000 00
Santé.....	25,340,000 00	25,320,000 00	20,000 00
Secrétariat de la province.....	8,284,000 00	8,284,000 00	—
Terres et forêts.....	4,579,000 00	4,579,000 00	—
Travail.....	1,432,000 00	1,432,000 00	—
Travaux publics.....	15,472,000 00	7,961,000 00	7,511,000 00
Trésor.....	3,056,000 00	3,056,000 00	—
Voirie.....	63,605,000 00	14,105,000 00	49,500,000 00
	<u>\$ 202,740,000 00</u>	<u>\$ 136,290,000 00</u>	<u>\$ 66,450,000 00</u>
Service de la dette publique.....	<u>\$ 16,880,000 00</u>	<u>\$ 16,880,000 00</u>	

SOMMAIRE

Compte ordinaire:

Revenus..... \$ 193,940,000 00

Dépenses:

Ordinaires..... 136,290,000 00
Service de la dette publique..... 16,880,000 00 153,170,000 00

Surplus au compte ordinaire..... \$ 40,770,000 00

Compte capital..... \$ 66,450,000 00

Me permettra-t-on de répéter ici ce fait d'importance considérable que durant ses quatre années d'administration, l'Union Nationale a obtenu des surplus d'opération au compte ordinaire qui se totalisent à plus de \$126,000,000. En voici le résumé:

Année terminée le 31 mars 1946.....	\$ 14,768,397.59
Année terminée le 31 mars 1947.....	26,471,830.14
Année terminée le 31 mars 1948.....	44,367,887.61
Année terminée le 31 mars 1949.....	40,770,000.00 ⁽¹⁾
TOTAL	\$126,378,115.34

(1) Estimation.

Cette somme totale a été portée au surplus consolidé de la province qui se chiffrait à \$130,945,918 au 31 mars 1948, ainsi que l'indiquent les Comptes publics déposés cette année, et qui sera d'environ \$171,715,918, au 31 mars 1949. Je me permets de faire remarquer que ce surplus consolidé, d'après les Comptes publics pour l'année financière terminée le 31 mars 1945, ne s'élevait qu'à la somme de \$43,522,635.69.

Les membres de l'Assemblée législative savent sans doute que la présentation des états financiers par les divers gouvernements du pays n'est pas uniforme. Plusieurs gouvernements provinciaux ne publient que le résultat de leurs opérations au compte ordinaire, sans tenir compte des dépenses imputables au capital. Dans cette province, avant l'arrivée au pouvoir de l'Union Nationale, les chiffres soumis à la Chambre ne comprenaient que le résultat des opérations au compte ordinaire. Cette procédure a été modifiée en 1936, pour donner aux contribuables une idée exacte et complète de la situation financière de la province.

Avant d'examiner les dépenses imputables au capital, je me permettrai de rappeler les promesses faites à la population de cette province, en 1944, lorsque l'Union Nationale a repris le pouvoir. Nous avions promis d'assainir les finances et d'effacer les conséquences désastreuses de quarante années de négligence par les administrations libérales. C'est la raison pour laquelle, dès 1945, malgré la pénurie de matériaux, malgré la rareté de l'équipement mécanique, l'Union Nationale entreprit des travaux publics très importants dans le but de favoriser le développement de nos ressources naturelles et la prospérité industrielle du Québec. Vous savez que les dépenses imputables au capital sont des dépenses productives, des dépenses qui se traduisent par un enrichissement susceptible d'évaluation en argent et qui bénéficient à toute la communauté, non seulement pour l'année courante, mais encore pour les générations futures. Dans toute communauté bien organisée, l'état doit exécuter certains travaux, appelés travaux publics,

que les citoyens ne peuvent entreprendre eux-mêmes parce qu'ils ne disposent ni des capitaux requis, ni du personnel technique nécessaire à leur exécution. L'état, qui représente toute la collectivité, doit prendre charge de ces entreprises. Je signale par exemple la construction des ponts, la construction des routes, la construction d'hôpitaux et de sanatoria, la construction d'écoles et d'édifices publics, la construction de barrages et de centrales électriques, etc.

Il existe alors une différence notable pour la communauté entre une dépense imputable au capital et une dépense ordinaire. La dépense imputable au capital est un enrichissement, alors que la dépense ordinaire n'est en définitive qu'une obligation pour le gouvernement de rencontrer les nécessités quotidiennes de l'administration. N'existe-t-il pas une différence profonde entre une dépense de \$100,000 pour la construction d'un pont et une autre du même montant donnée pour des travaux d'entretien? Dans le premier cas, il y a un actif nouveau qui profite et qui enrichit la communauté et dans le second, le gouvernement ne fait que remplir l'une des obligations que lui impose son rôle véritable dans la société.

En 1945-46, 1946-47, 1947-48, le gouvernement n'a pu exécuter tous les travaux urgents et nécessaires, tant à cause de la rareté des matériaux qu'à cause de la difficulté de se procurer l'équipement mécanique nécessaire. Par force majeure, il a été ainsi réduit à n'envisager qu'une partie de la lourde tâche dont il avait hérité en 1944. Comme il ne pouvait rencontrer qu'une partie de ses obligations, il a, au cours des trois années précédentes, payé toutes ses dépenses imputables au capital à même ses revenus ordinaires, pour enregistrer chaque année, un surplus global d'opérations.

Malgré cette disette de matériaux, les besoins demeuraient et chaque année ces besoins se présentaient devant nous de plus en plus urgents. Le gouvernement espérait une baisse graduelle dans le coût de la vie et le coût des matériaux. Il a bien fallu cette année se rendre à l'évidence et constater que les prix continuaient de monter, pour demeurer à un niveau très élevé. Si nous voulions activer le développement social et économique du Québec, des travaux d'envergure devaient être entrepris sans retard, en tenant compte de l'excellent crédit de la province sur les marchés monétaires du continent. Nombre d'industriels et de financiers soutiennent de plus qu'à l'heure actuelle les impôts élevés de même que la hausse du coût de la vie empêchent un très grand nombre de gens de trouver l'argent nécessaire pour acheter des valeurs, soit sur le marché des actions, soit sur le marché des obligations. Devant une telle situation, l'état doit accorder une plus grande partie de son activité à toute la communauté, afin de faire renaître la confiance et l'espoir en l'avenir.

Voici d'ailleurs sur le sujet, l'opinion du professeur J. L. McDougall de l'université Queen's, opinion émise au cours du mois de mai 1948, devant l'Association des manufacturiers canadiens, à Toronto:

“Quand les exemptions s'élevaient à des chiffres importants, quand les taux d'imposition étaient bas et que le total des perceptions représentait une proportion

moins considérable que maintenant du Revenu National, l'impôt sur le revenu comportait des avantages qu'il risque maintenant de perdre. L'ensemble de l'impôt sur le revenu perçu des citoyens touchant un revenu inférieur à \$3,000 dépasse actuellement le montant total payé par ceux dont le revenu est de \$10,000 ou supérieur à ce chiffre. La raison n'en est pas que ces premiers contribuables sont trop imposés mais simplement qu'ils sont si nombreux.

"En trop imposant le revenu des travailleurs on les encourage puissamment à éviter le travail ou plutôt à entreprendre des travaux qui ne produisent pas un revenu taxable. Cette situation peut s'avérer dangereuse lorsqu'elle affecte des salariés employés dans de grandes organisations. Elle a dès maintenant de sérieuses répercussions sur l'agriculture. Il y a en effet tout lieu de croire que si le gouvernement s'efforce d'appliquer strictement l'impôt sur le revenu aux cultivateurs à des taux se rapprochant sensiblement des taux actuels, il ne pourra éviter a) une véritable révolte et b) un encouragement à ce que les exploitations agricoles soient complètement réaménagées en vue de réduire le fardeau d'imposition."

Adolphe Thiers, qui a été en France un excellent ministre des finances, ne disait-il pas en parlant de l'impôt sur le revenu :

"C'est le socialisme par l'impôt. Le socialisme par l'impôt est seul dangereux parce que c'est le loup qui revêt la peau du mouton . . ."

En présence d'une telle situation, le gouvernement se devait de donner à la population de la province une preuve de sa foi en l'avenir, de son espérance en des jours meilleurs. C'est la raison pour laquelle il a continué, cette année, à une allure plus accélérée, le plan d'ensemble des travaux gigantesques qu'il avait ébauché au cours des trois dernières années.

Au point de vue financier, ce qui distingue la présente année, des années qui la précèdent, c'est que le gouvernement ne paiera pas à même ses revenus ordinaires, toutes ses dépenses imputables au capital. Il n'en paiera qu'une partie. L'Opposition ne saurait nous le reprocher et je lui rappelle la théorie émise par l'ancien Trésorier, l'honorable M. Mathewson, théorie que je rappelais d'ailleurs dans mon discours sur le budget, le 25 mars 1947, et qui se lit comme suit :

"Il est légitime et juste, pour un gouvernement, disait alors l'honorable M. Mathewson, d'emprunter de l'argent sur le compte de capital pour la construction de routes, ponts, édifices nécessaires, etc. Et puisque ces actifs sont de nature plus ou moins permanente, et que leur utilité dure plusieurs années, il est également bien raisonnable qu'on en répartisse le paiement sur un nombre d'années correspondant par versements aux fonds d'amortissement payés à même les revenus ordinaires annuels de la province."

Espérons que le nouveau critique financier de l'Opposition n'osera pas répudier ces paroles de son prédécesseur.

En d'autres termes, le gouvernement est justifiable de payer même toutes ses dépenses imputables au capital, par le moyen d'emprunts. Nous n'avons pas utilisé ce procédé au cours des trois dernières années et nous avons payé toutes ces dépenses à même nos revenus ordinaires. Il est logique, en effet, qu'en temps normal, le gouvernement ait recours à l'emprunt pour payer des dépenses qui profiteront non seulement à la génération présente, mais aux générations futures. Cette théorie doit être tempérée

par les exigences de la prudence durant les années de prospérité, pour conserver notre pouvoir d'emprunt durant les années moins prospères. Ainsi, les dépenses imputables au capital pour l'année qui se terminera le 31 mars 1949, se totaliseront à la somme de \$66,450,000. Le surplus du compte ordinaire au montant de \$40,770,000 sera donc appliqué en paiement de ces dépenses imputables au capital, ce qui laisse un excédent de dépenses ordinaires et imputables au capital sur les revenus ordinaires au montant de \$25,680,000.

Cette politique d'envergure ne doit pas se limiter à une seule année. En effet, au cours des quatre années financières complètes de l'Union Nationale, le gouvernement a effectué des dépenses imputables au capital qui augmentent l'actif fixe de notre province d'une somme de plus de \$144,000,000. Voici le montant de ces dépenses:

Année terminée le 31 mars 1946.....	\$ 12,977,903.04
Année terminée le 31 mars 1947.....	24,287,135.93
Année terminée le 31 mars 1948.....	40,927,129.66
Année terminée le 31 mars 1949.....	66,450,000.00 ⁽¹⁾
TOTAL.....	\$144,642,168.63

(1) Estimation.

En d'autres termes, ces chiffres démontrent que le gouvernement de l'Union Nationale a enrichi la province d'une somme de plus de \$144,000,000. Ces travaux ont accéléré l'essor industriel de la province pour profiter en définitive à toutes les classes de la société. Je me permettrai, pour vous en donner une preuve évidente, de vous citer une statistique publiée par le gouvernement fédéral lui-même, le 25 juin 1948, sur les salaires payés dans chacune des provinces du Canada. Cette statistique, compilée par les fonctionnaires fédéraux, établit que c'est dans la province de Québec que les augmentations de salaire ont été le plus considérable, si nous comparons les chiffres de 1939 avec ceux de 1947.

**PROPORTION DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES
DANS CHAQUE RÉGION DU PAYS**

Les provinces des Prairies.....	41.2%
La Colombie canadienne.....	54.5%
Les Maritimes.....	57.3%
L'Ontario.....	57.4%
Le Québec.....	64.4%
Moyenne pour tout le Canada.....	58.2%

Ces chiffres qui permettent de conclure que seule la province de Québec dépasse la moyenne totale de tout le Canada ne prouvent-ils pas que la politique de l'Union Nationale a rendu d'inappréciables services à la classe ouvrière? Cette augmentation des salaires, il faut l'expliquer par l'essor industriel actuel de notre province. Ces augmentations peuvent être une traduction de l'augmentation du coût de la vie. Toutefois, l'augmentation du coût de la vie est à peu près identique à travers tout le pays, alors que l'augmentation des salaires est beaucoup plus considérable dans notre province que dans toutes les autres provinces.

L'augmentation du coût de la vie, ou si vous le préférez la dépréciation de notre argent sont des facteurs extrêmement importants, dans la comparaison des budgets actuels de la province avec ceux des administrations antérieures à 1944. Suivant le gouverneur de la Banque du Canada, le dollar canadien vaut actuellement une somme de 43 sous comparativement à ce qu'il valait, au début de la dernière guerre. C'est donc dire que le budget de la province, qui s'élève aujourd'hui à une somme approximative de \$200,000,000, correspond à un budget d'environ \$86,000,000 au début de la dernière guerre. En d'autres termes, dans la comparaison du budget de ces deux périodes, il ne faut pas oublier ce facteur très important; et il est permis de conclure que l'augmentation des dépenses n'est pas aussi considérable qu'elle peut paraître à première vue. En outre, si vous comparez les budgets de l'administration libérale avec les budgets de l'Union Nationale, vous noterez tout de même qu'il existe entre les deux des différences fondamentales. Avec les uns, la province demeurerait dans un état stationnaire, alors qu'avec les autres, l'exécution de travaux publics nécessaires et l'impulsion considérable donnée au développement de nos ressources naturelles contribuent à augmenter dans des proportions inconnues jusqu'ici, le développement économique et industriel de notre province.

a) Augmentation sensible des revenus

Les résultats préliminaires de l'année financière 1948-49 indiquent une augmentation dans les revenus de la province. Pour la première fois depuis 1943-44, le gouvernement ne compte pas dans ses revenus de subvention spéciale du gouvernement fédéral. La province a repris l'exercice de ses droits de taxation. Malgré la disparition de cette subvention fédérale, la seule reprise de nos pouvoirs de taxation a permis à la province de compter sur des revenus plus considérables que dans le passé. Aucune nouvelle taxe n'a été imposée et la province a même refusé de rétablir l'impôt provincial sur le revenu de 1940. J'ai constaté, en étudiant l'état mensuel de nos revenus, qu'au 31 décembre 1948, nous avions sensiblement le même revenu pour l'année financière 1948 que pour l'année financière 1947, bien qu'au cours de 1947 nous avons touché un montant de \$18,314,150.68 du gouvernement fédéral, en remboursement des arrérages qui nous étaient dus en vertu de l'entente de 1942. Il est important de souligner que nos revenus sont supérieurs à ceux que nous aurions touchés, si nous avions accepté les propositions fédérales de 1945. L'augmentation des revenus s'explique à

la fois par l'expansion industrielle de la province et aussi par l'amélioration continue et constante de nos méthodes de perception. Chaque année, depuis que j'occupe le poste de Trésorier de la province, j'ai entendu les membres de l'Opposition exprimer des doléances sur le sort des contribuables de cette province qui seraient trop lourdement taxés. Or, je cherche en vain, parmi les impôts, quels sont ceux qui ont été imposés par le gouvernement de l'Union Nationale. Tous ces impôts, je l'ai dit et je le répète, ont été imposés par les administrations libérales. Il faut donc conclure que les libéraux portent un jugement sur leur propre administration, lorsqu'ils déclarent devant la Législature que leurs impôts sont trop lourds pour les contribuables. Pour les contribuables comme pour les gouvernements, il faut tenir compte du fait que depuis 1939, la valeur de l'argent canadien a diminué sans cesse. Il ne faut pas oublier non plus que sous les administrations libérales, malgré l'existence de ces impôts, l'actif de la province n'a pas augmenté sensiblement. J'ose affirmer, Monsieur l'Orateur, que si les administrations libérales avaient exécuté d'une façon rationnelle les travaux publics nécessaires et essentiels au développement de la province, la tâche serait actuellement moins lourde pour le gouvernement de l'Union Nationale. Les membres de l'Opposition qui pourront trouver le présent budget trop élevé pourraient peut-être penser qu'il est plus de la moitié moins considérable que le seul montant du budget du gouvernement fédéral consacré au paiement des intérêts sur la dette fédérale. S'il leur faut préconiser l'économie, j'espère qu'ils appliqueront la même doctrine aux deux gouvernements et qu'ils n'enseigneront pas deux doctrines d'économie contradictoires, l'une pour Ottawa et l'autre pour Québec. Comme je l'ai dit tout à l'heure, nous administrons avec les mêmes impôts que ceux qui étaient levés en 1941. Nous avons essayé et réussi à améliorer sensiblement le système de perception des impôts. Ai-je besoin d'insister sur le fait que dans le domaine de la perception de nos revenus, de nombreuses réformes administratives ont été apportées depuis 1944, et que le gouvernement continuera dans la même voie. Il y a là un devoir de justice envers les contribuables. Lorsqu'il est question de revenus pour un gouvernement, il ne faut pas oublier de comparer ces revenus avec les dépenses nécessaires et essentielles. Or, le gouvernement de l'Union Nationale doit, à l'heure actuelle, exécuter des travaux publics d'une importance primordiale pour le développement de la province. Il y a eu négligence et incurie dans le passé. Nous devons réparer cette négligence et cette incurie, sans nouveaux impôts. Il est permis de croire, en toute sincérité, que les contribuables de cette province ont raison d'être fiers de l'administration financière de l'Union Nationale. De toute façon, nous ne craignons pas la comparaison de nos méthodes financières avec celles des autres gouvernements.

b) Le fonds d'éducation

Le gouvernement de l'Union Nationale a décidé, lors de sa session de 1946, de prendre les mesures nécessaires pour assurer la stabilité financière de nos commissions scolaires. A cet effet, il a créé un fonds spécial, et les

Tableau No 3

FONDS D'ÉDUCATION
ÉTAT DES REVENUS ET DES DÉPENSES

REVENUS:	1946-47	1947-48
Taxes sur les ventes en détail.....	\$ 9,701,077.70	\$12,021,622.07
Taxes sur le Capital des Compagnies exploitant des raffineries de pétrole et des réseaux de téléphone.....	—	391,017.42
Redevances sur l'électricité générée.....	1,566,103.28	1,842,022.50
Droits de coupe.....	105,182.47	772,640.75
Fonds d'amortissement des Corporations scolaires.....	7,411.81	2,078,160.61
Contribution de l'Hydro-Québec.....	2,800,000.00	2,800,000.00
	<u>\$ 14,179,775.26</u>	<u>\$ 19,905,463.35</u>
DÉPENSES:		
Octrois aux Corporations scolaires.....	\$ 8,014,291.16	\$ 459,075.55
Transférés au Département de l'Instruction publique pour être dépensés en 1947-48 pour des fins éducationnelles..	6,165,484.10	—
Intérêt et amortissement de l'emprunt émis par la Commission Municipale de Québec.....	—	946,943.54
Remboursement d'emprunts temporaires de diverses Corporations scolaires et intérêt.....	—	17,499,444.26
Dépôts effectués pour payer un ajustement d'intérêt et parties des débetures des Corporations scolaires.....	—	1,000,000.00
	<u>\$ 14,179,775.26</u>	<u>\$ 19,905,463.35</u>

Note: Ce tableau est légèrement différent de celui qui apparaît dans *Les Comptes Publics*, où les fonds d'amortissement des Commissions scolaires ont été déduits des dépenses au lieu d'être considérés comme des revenus.

revenus de ce fonds sont destinés à payer les dettes de nos commissions scolaires. Les revenus et les dépenses de ce fonds pourraient ne pas être inclus dans le budget. Toutefois, afin de permettre aux contribuables d'avoir une meilleure vue d'ensemble de notre situation financière, il m'est agréable de donner l'état des revenus et des dépenses de ce fonds pour les deux années précédentes. Cet état permettra de constater qu'en 1946-47, les recettes se sont élevées à la somme de \$14,179,775.26 et les dépenses à un montant équivalent; alors que pour l'année 1947-48, les revenus et les dépenses se sont élevés à \$19,905,463.35. La principale source de revenus du fonds d'éducation est constituée par la moitié du produit de la taxe de vente, imposée en 1940. Pour la présente année financière, les revenus du fonds d'éducation seront légèrement inférieurs à ceux de l'an passé et sont actuellement estimés à la somme de \$19,350,000. Tout ce montant sera dépensé au cours des prochains mois, car la Commission municipale étudie la possibilité de racheter plusieurs émissions d'obligations scolaires.

Ces procédures de remboursement sont longues et donnent lieu très souvent à de nombreuses difficultés d'ordre légal et financier. Il serait contraire à l'intérêt public si la Commission municipale ne prenait pas toutes les précautions nécessaires exigées pour le remboursement de ces emprunts. Il est impossible d'exiger que la Commission prenne toutes ces décisions avant la fin de l'année financière. D'ailleurs, ces revenus, en vertu de la loi, demeurent dans le fonds consolidé, pour servir uniquement, l'année suivante, à des fins d'éducation.

c) Augmentation des dépenses

Dans le discours sur le budget que j'avais l'honneur de prononcer l'an dernier, j'ai eu l'opportunité de décrire l'augmentation graduelle des sommes mises par le gouvernement à la disposition de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, de la colonisation, de la voirie et des travaux publics. J'aurai l'occasion de souligner quelques-unes des œuvres réalisées cette année, dans une revue rapide des crédits demandés à l'Assemblée législative par le gouvernement.

A l'heure actuelle, la situation d'un gouvernement est identique à celle du contribuable en face de l'augmentation du coût de la vie. Le gouvernement se ressent de l'augmentation graduelle des prix et de la hausse du coût de la vie. Pour lui comme pour le contribuable, le prix des matériaux est plus élevé et les subventions qu'il doit accorder, soit dans le domaine de l'éducation, soit dans le domaine de l'assistance publique, doivent être plus considérables que celles accordées dans la période d'avant-guerre. De plus, les négligences du passé nous obligent à rencontrer des obligations qui sont en réalité des obligations du passé. L'étendue de ces obligations incite le gouvernement à prendre toutes les dispositions nécessaires, pour que les subventions accordées soient dépensées de la façon la plus économique et la plus profitable possible. A l'heure actuelle, les fonctionnaires du ministère provincial de la santé estiment par exemple qu'un nouveau lit d'hôpital coûte à la province une somme de \$10,000.

J'ai été heureux de lire l'autre jour dans *Monthly Letter on Economic Conditions and Government Finance* de février 1949, une revue publiée à New York, les commentaires suivants inspirés des rapports de la Commission Hoover

“qui avait été chargée de procéder à une étude sur les services médicaux du gouvernement. Qu'il me soit permis de citer le résumé ci-après publié par le docteur Howard A. Rusk, dans le NEW YORK TIMES du 9 janvier: . . .

“Dans le programme actuel de l'administration des vétérans pour la construction d'hôpitaux à un coût total de \$1,100,000,000, le coût par lit varie entre \$20,000 et \$30,000 (et dans un cas s'établit à \$51,000), alors que le coût moyen des hôpitaux construits pour des institutions privées n'est que de \$16,000 par lit.

“Pour près de la moitié, les nouveaux hôpitaux dont l'administration des vétérans envisage ou a décidé la construction, seront établis dans des régions où l'expérience démontre qu'il sera difficile ou impossible de trouver le personnel médical nécessaire . . .”

Donc aux États-Unis, à l'heure actuelle, il en coûte de \$16,000 à \$30,000 et même parfois \$50,000 pour assurer un nouveau lit aux malades. Il en coûte dans notre province, la somme de \$10,000, et nos hôpitaux peuvent facilement se comparer avec ceux des États-Unis. Vous avez là une preuve évidente de la sagesse des mesures prises par le gouvernement de l'Union Nationale. N'a-t-il pas fait preuve d'une sage économie? Il ne s'agit pas d'économiser la somme de \$10,000. La somme de \$10,000 pour un nouveau lit doit être dépensée. La province en a un urgent besoin pour le soin de ses malades. Ce qu'il faut éviter, ce sont toutes les dépenses inutiles. Sous les administrations libérales, on économisait sur le nombre des nouveaux lits disponibles dans les hôpitaux. Et pourtant, suivant l'aveu des membres de l'Opposition eux-mêmes, les contribuables payaient les mêmes impôts. C'est l'impérieuse nécessité de prendre toutes les mesures appropriées pour améliorer la santé et l'hygiène publique qui a engagé le gouvernement de l'Union Nationale à augmenter considérablement le budget du ministère de la santé. Des raisons également impérieuses l'ont poussé à augmenter, dans des proportions très considérables, les sommes d'argent consacrées à l'éducation. Cette année par exemple, le gouvernement de l'Union Nationale a été heureux de coopérer avec les quatre universités de notre province. Les quatre universités ont tour à tour organisé une campagne de souscriptions, afin de pouvoir mettre à la disposition de la jeunesse étudiante des salles de cours et des laboratoires mieux organisés. Les universités Laval et de Montréal ont obtenu jusqu'ici tout près de \$25,000,000, alors que les universités McGill et Bishop obtenaient un peu plus de \$10,000,000. Le gouvernement se devait de faire sa part. Il devait montrer au peuple toute la sympathie qu'il a pour l'œuvre scientifique de ces maisons d'enseignement, et c'est la raison pour laquelle il a souscrit une somme de \$4,000,000 à l'université Laval, une somme de \$2,800,000 à l'université de Montréal, une somme de \$1,500,000 à l'université McGill et une autre somme de \$1,000,000 à l'université Bishop, soit une somme totale d'environ \$10,000,000. Ces subventions, qui doivent être considérées par le gouvernement comme des dépenses, sont en réalité des placements productifs, parce que nous savons qu'ils profiteront en définitive à toute la

jeunesse étudiante de notre province. L'état remplit ainsi son rôle véritable. L'état ne veut pas mettre la main sur l'enseignement universitaire. Il n'intervient que dans le seul but d'aider l'initiative privée, d'encourager des institutions d'enseignement qui ont reçu des contribuables de notre province, le témoignage le plus éloquent d'appréciation.

Il est aussi très consolant de se rendre compte jusqu'à quel point notre peuple a bien compris le rôle de l'université dans la nation. Comme le disait si bien le distingué recteur de l'université Laval, Monseigneur Ferdinand Vandry:

"L'université est un instrument de civilisation... La véritable fonction de l'université... est de faire la synthèse de l'enseignement et de la recherche scientifique... Le véritable esprit universitaire, c'est un esprit de création... C'est pourquoi les universités sont beaucoup plus que de simples institutions d'enseignement. Elles sont aussi de par leur nature, des laboratoires de recherches. Ce sont ces travaux de recherches qui maintiennent au sein de l'université, une atmosphère de curiosité scientifique et de culture intensive, sans laquelle l'entraînement professionnel se bornerait à l'enseignement des techniques nécessaires à l'accomplissement des tâches quotidiennes du professionnel."

Aucun gouvernement n'a mieux compris que l'Union Nationale, la mission de culture et de civilisation de l'université. Ai-je besoin d'affirmer que non seulement il a voté des sommes considérables, pour stimuler d'une façon appropriée l'élan splendide de nos universités vers le progrès et la supériorité, mais qu'il s'est acquis une place unique dans l'histoire du développement universitaire. C'est l'Union Nationale qui a parachevé l'université de Montréal et qui a assuré, par des contributions généreuses et annuelles, la création à Québec de l'École des mines et de métallurgie et de l'école d'arpentage et de génie forestier.

Il a de plus doublé des octrois en faveur de l'École Polytechnique de Montréal et de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal.

Il a voulu également donner aux universités McGill et Bishop plus richement dotées par ailleurs que les universités françaises, grâce à l'aisance de nos compatriotes de langue anglaise, des contributions généreuses.

Le gouvernement de l'Union Nationale, au cours de la présente session, a posé un geste qui aura un grand retentissement dans le développement économique et scientifique de la province, par l'adoption de la loi assurant la création de laboratoires de recherches en métallurgie.

Un éminent industriel américain, monsieur Gerard Swope, ancien président de la compagnie General Electric, a dit récemment:

"Oui, aux États-Unis, au cours des quarante ou cinquante dernières années, j'ai découvert la formule magique pour assurer l'abondance. Elle consiste à avoir recours à un programme de recherches, qui se traduit par de nouveaux produits... et un nombre plus considérable d'emplois et d'emplois mieux rétribués."

Aussi, la supériorité de l'industrie américaine ne s'explique-t-elle pas en très grande partie, par la présence aux États-Unis de plus de 450 laboratoires de recherches en métallurgie.

Le gouvernement ne se contente pas de fonder des laboratoires, il prépare, par de nombreuses bourses, la formation de compétences chez la jeunesse.

Ces constatations faites dans le domaine de l'enseignement universitaire, nous pouvons en formuler d'identiques dans le domaine de l'enseignement secondaire et surtout dans le domaine de l'enseignement primaire. Une sage économie peut être sans doute appliquée dans le domaine de l'instruction publique, mais le gouvernement se doit de faire le nécessaire pour rencontrer les besoins les plus urgents, parce qu'il sait que les montants d'argent consacrés à l'enseignement sont en fait le plus solide des placements. Ils sont en réalité destinés à préparer les générations de demain, à faire de notre peuple un peuple plus instruit, à préparer des hommes de science et des techniciens plus nombreux, à former des ouvriers de métier plus compétents, plus spécialisés, qui pourront plus facilement trouver les moyens nécessaires pour gagner leur vie d'une façon honorable et assurer en même temps le bien-être de leur famille.

Des motifs analogues ont engagé le gouvernement à encourager davantage l'agriculture et spécialement par l'élaboration d'un vaste programme de drainage. L'agriculture constitue le fondement de notre vie économique. Dans l'échelle des valeurs sociales, l'agriculteur laborieux et vigilant n'est pas inférieur au savant. Dans le domaine du drainage, le ministère de l'agriculture coopère étroitement avec la classe agricole. Les demandes sont très nombreuses. Le ministère de l'agriculture se doit de prendre les mesures nécessaires pour satisfaire le plus grand nombre de demandes. Les cultivateurs, dans toutes les régions, se déclarent prêts et insistent fortement pour obtenir la coopération du gouvernement. Le gouvernement doit-il la leur refuser ? Doit-il leur refuser l'opportunité d'agrandir la superficie cultivable de leur terre ? Non, il doit même faire des sacrifices pour permettre à la classe agricole d'étendre la superficie cultivable de la province. Il doit l'aider à produire davantage pour répondre à la demande des consommateurs de la province et de l'extérieur. Au cours de l'exercice financier 1948-49, le ministère de l'agriculture a exécuté des travaux de drainage dans 343 cours d'eau. Il a exécuté ces travaux sur une longueur de 484.9 milles. Les cultivateurs intéressés qui ont profité de l'exécution de ces travaux, sont au nombre de 3,872, et tous ces cultivateurs ensemble ont pu agrandir la superficie cultivable de leur terre, de 82,260 arpents. Jusqu'au 31 décembre, ces travaux ont coûté, au ministère de l'agriculture, une somme de \$3,500,000. Le gouvernement de l'Union Nationale ne désire nullement prendre la place de l'initiative privée. Il croit que le rôle de l'état, sa fonction principale, consiste à encourager l'initiative privée, à l'activer, pour qu'elle profite dans la plus large mesure possible à toute la communauté. C'est l'une des idées de base des lois adoptées par l'Union Nationale dans le domaine du crédit agricole et de l'électrification rurale.

Le crédit agricole et l'électrification rurale, par leurs opérations, n'influent que d'une façon limitée sur les dépenses de la province. Le fonction-

nement des deux commissions qui les régissent pour le bénéfice de la classe agricole, affecte cependant le bilan de nos opérations. Voici quelques faits qui nous permettent de juger de l'action bienfaisante de ces deux lois du gouvernement de l'Union Nationale.

Le crédit agricole:

Depuis son organisation, en 1936, jusqu'au 31 décembre 1948, l'Office du Crédit agricole a accordé aux cultivateurs de la province, 27,578 prêts. Ces prêts représentent un total de \$64,790,545. Voici la classification de ces prêts:

1°—Prêts d'établissement.....	8,101	\$21,172,075
2°—Consolidation de dette.....	16,882	36,625,818
3°—Concordats.....	1,836	4,961,202
	26,819	\$62,759,095

Depuis l'organisation de l'Office, un total de 8,101 prêts d'établissement ont donc été consentis. Voici le détail de ces prêts pour chaque année:

ANNÉES	NOMBRE DE PRÊTS
1937.....	331
1938.....	671
1939.....	900
1940.....	490
1941.....	541
1942.....	341
1943.....	224
1944.....	501
1945.....	652
1946.....	892
1947.....	1,163
1948.....	1,395

Ces chiffres sont une preuve éclatante du souci du gouvernement de l'Union Nationale pour la classe agricole. Ils indiquent également toute la différence d'orientation politique entre les administrations libérales et l'administration de l'Union Nationale. L'un des principaux objectifs du gouvernement de l'Union Nationale est de rendre l'industrie agricole stable et prospère. Il faut que les pères de famille puissent obtenir de l'état l'aide nécessaire à l'établissement de leurs fils désireux de cultiver la terre. Ces résultats indiquent que l'Office du Crédit agricole a atteint son but premier, soit d'assurer la stabilité financière des établissements agricoles actuels. En d'autres termes, l'Office du Crédit agricole a d'abord pris les mesures nécessaires pour que le cultivateur ne perde pas la possession de la terre ancestrale, faute de crédit. Aujourd'hui, l'Office s'occupe davantage des cas d'établissement. Depuis le début de ses opérations, l'Office du Crédit agricole a reçu de ses fidèles emprunteurs une somme totale de \$19,178,299.92, en remboursement des capitaux prêtés. Les versements réguliers se chiffrent à la somme de \$7,443,096.06 et les versements par anticipation à la somme de \$11,735,203.86, soit un total de \$19,178,299.92. Depuis 1937, 4,715 cultivateurs ont remboursé intégralement le montant de leur prêt. Les emprunteurs ne doivent donc plus à la trésorerie provinciale, qu'une somme de \$43,450,000.

L'électrification rurale :

Une inspiration analogue a marqué l'organisation de l'électrification rurale dans cette province. Le gouvernement de l'Union Nationale a voulu donner aux cultivateurs de notre province le moyen de profiter des avantages de l'électricité. Et c'est la raison pour laquelle il a adopté, en 1945, la loi de l'électrification rurale.

Sur le crédit total de \$12,000,000 mis à la disposition de l'Office de l'électrification rurale, une somme de \$7,146,540.49 a été avancée aux coopératives. En 1946, 10 coopératives ont commencé leurs opérations. En 1947, leur nombre était de 20 et en 1948, il s'élevait à 27. Du 1^{er} juillet 1945 au 31 décembre 1948, 110 coopératives ont été incorporées. 27 coopératives s'occupent actuellement de la transmission, de la distribution et de la vente de l'énergie électrique à leurs clients. Ces 27 coopératives groupent 14,318 membres. Elles possèdent un capital souscrit de \$1,289,376.06. Les coopératives d'électricité fondées depuis 1945, comptent actuellement 10,660 clients, elles possèdent 2,115 milles de lignes et elles ont près de 1,000 milles de ligne en construction. Cette initiative du gouvernement a engagé les compagnies privées à augmenter la construction des lignes de distribution dans les régions rurales de notre province. Au cours de l'année 1948, les compagnies privées ont construit 2,130 milles de ligne, elles possèdent 1,243 milles de ligne en construction et elles ont donné de l'énergie électrique à 17,358 nouveaux clients.

De plus, la prudence a engagé le gouvernement à prendre des mesures pour éviter une disette d'électricité pour l'avenir. La demande d'énergie électrique est très considérable et le gouvernement désire que la pénurie d'électricité ne soit pas cause d'un arrêt dans le développement industriel de la province. Les cultivateurs qui profitent de l'électrification rurale comptent également sur la prévoyance du gouvernement. C'est pour cela que la construction d'un barrage au lac Dozois sur la rivière Ottawa a été réalisée, que l'Hydro-Québec a entrepris des travaux d'expansion considérable à Beauharnois et que le gouvernement étudie actuellement la possibilité de réaliser d'autres projets.

Dans le domaine de l'initiative privée, la compagnie Shawinigan Water & Power a installé au cours de 1948 une nouvelle unité de 65,000 chevaux-vapeur à Shawinigan et elle fait actuellement les travaux nécessaires pour ajouter deux autres unités de même puissance. La même compagnie projette des travaux d'aménagement à la Tranche, sur la rivière Saint-Maurice. La Gatineau Power construit actuellement un barrage sur la rivière Outaouais, alors que l'Hydro d'Ontario construit un grand barrage au rapide des Joachims sur la rivière Ottawa.

Service de l'habitation familiale:

L'Office du crédit agricole est chargé d'appliquer la loi pour améliorer les conditions de l'habitation. Cette loi sanctionnée le 11 mars 1948 permettait au gouvernement de mettre à la disposition de l'Office, pour sa première année, une somme totale de \$3,500,000. A l'heure actuelle, bon nombre de prêts ont été consentis et l'Office du crédit agricole remboursera dans ces cas la différence d'intérêt entre 5% et 2%. Les demandes actuellement devant l'Office permettent de croire que la somme de \$3,500,000 sera bientôt totalement engagée. C'est la raison pour laquelle, au cours de la présente session, le gouvernement a mis à la disposition de l'Office, un montant de \$7,000,000. Le gouvernement a pu constater que cette loi atteignait son but. Elle n'est pas destinée à encourager les entrepreneurs et les spéculateurs, mais elle tend réellement à promouvoir l'accession à la propriété familiale pour l'ouvrier ou pour l'emprunteur à revenus modestes. L'expérience de la première année démontre que la maison seule est l'objet de la faveur du public, même des gens à condition modeste. C'est ainsi par exemple que pour une maison d'une valeur de \$6,000, la réduction de la taxe foncière peut aller, dans certains cas, jusqu'à 50% et même parfois pour une période maximum de 30 ans. En consentant de tels prêts, les Caisses populaires et les compagnies autorisées par la loi exigent un intérêt de 5% et l'emprunteur, grâce aux lois provinciales, ne doit payer qu'un intérêt de 2%. Il me fait plaisir de dire à la Chambre que jusqu'ici 28 compagnies d'assurance et de fiducie ont offert au gouvernement d'accorder des prêts en vertu de cette loi.

Une commission étudie actuellement le problème du logement, mais nous pouvons affirmer que l'expérience de cette première année permettra à près de deux mille personnes de devenir propriétaires d'une maison pour loger convenablement leur famille. C'est un début modeste si vous voulez, mais c'est tout de même une tentative rationnelle de résoudre le problème du logement dans notre province.

Le marché de nos obligations.

Les surplus réalisés au cours des trois dernières années ont permis une diminution appréciable de la dette nette de la province. La dette nette augmentera d'ici la fin de l'année financière, mais elle demeurera de beaucoup inférieure à ce qu'elle était au 31 août 1944. Notre province continuera de demeurer, ainsi que l'indiquent les statistiques, la province possédant la dette par tête la moins élevée de tout le Canada. Je vous réfère sur le sujet au témoignage du *Financial Post* du 12 février 1949. D'ailleurs, suivant un tableau publié en 1948 par le bureau de New-York de la *Dominion Securities Corporation*, le gouvernement de Québec est le gouvernement qui dépense le moins par tête de tous les gouvernements du pays. Voici d'ailleurs les chiffres publiés pour l'année 1948, par le *Dominion Securities Corporation*:

	Revenus par tête	Dépenses par tête
Gouvernement fédéral.....	222.73	170.73
Colombie canadienne.....	54.43	54.33
Alberta.....	52.28	38.66
Saskatchewan.....	62.32	60.62
Manitoba.....	43.47	38.11
Ontario.....	44.41	38.59
Nouveau-Brunswick.....	47.26	46.81
Nouvelle-Écosse.....	47.43	45.30
Québec.....	44.25	32.55

Même si la dette par tête enregistre une légère augmentation à la fin de l'année financière 1948-1949, cette dette continuera d'être de beaucoup inférieure aux seules charges d'intérêt sur la dette du gouvernement fédéral. En effet, le journal libéral québécois, *Le Soleil* du 21 janvier 1949 notait que la dette actuelle du gouvernement fédéral coûtait, seulement en intérêt, aux citoyens canadiens, la somme énorme de \$850 par minute. De plus, d'après une dépêche de la *British United Press* du 20 janvier, le gouvernement fédéral détenait le record suivant:

“Les taxes canadiennes étaient plus élevées que celles de tout autre pays, exception faite de la Grande-Bretagne et des États-Unis, au cours de l'exercice financier 1948-1949, suivant une réponse écrite donnée à la Chambre des Communes par le chancelier de l'Échiquier, sir Stafford Cripps. Les chiffres du ministre anglais portent sur l'année fiscale se terminant le 31 mars prochain. Ils démontrent que les taxes britanniques représentent l'équivalent de 69 livres sterling \$276.00 pour chaque homme, femme et enfant de Grande-Bretagne. Les taxes directes s'élevaient à \$156.00 et les taxes indirectes à \$120.00. Aux États-Unis, les taxes étaient l'équivalent de \$264.00 *per capita*, soit \$208.00 en taxes directes et \$56.00 en taxes indirectes. Au Canada, elles représentaient \$184.00 par tête, dont \$100.00 en taxes directes et \$84.00 en taxes indirectes.”

Parce que le gouvernement fédéral, en temps de paix, continue de percevoir des impôts qui sont en réalité des impôts de guerre, toute la population demande une diminution de l'impôt sur le revenu. Les taux élevés de l'impôt sur le revenu ne doivent pas faire oublier l'existence d'une foule d'impôts qui sont en réalité des impôts de guerre et qui ont été conservés à leur niveau de guerre. Je citerai un seul exemple. Au début de la première guerre, le gouvernement fédéral a augmenté les frais de poste sur les lettres de \$0.01, il en coûtait alors quatre sous pour affranchir une lettre au lieu de trois sous. Ces timbres portaient l'inscription *War tax*. Après la guerre, l'inscription fut enlevée et l'ancien tarif postal fut rétabli. Au cours de la seconde guerre, le gouvernement fédéral remit en vigueur une mesure analogue, mais le gouvernement actuel a profité de l'expérience de la première guerre, et il a omis d'imprimer une inscription particulière sur les timbres, dans le but de conserver le tarif de guerre en temps de paix. Nombre de contribuables oublient cette taxe spéciale qui rapporte tout de même la somme de \$11,000,000 au trésor fédéral. Je pourrais citer de nombreux exemples analogues.

Le haut niveau de nos impôts s'explique par notre politique nationale imprécise et très souvent irrationnelle. Je me permets de citer le témoignage de monsieur L. S. Amery, ancien ministre britannique, qui porte le jugement suivant sur l'économie canadienne dans une lettre au *Times*, communiquée il y a quelques semaines aux journaux canadiens par la *British United Press*:

“Les Canadiens sont bien au courant de notre pénurie de dollars et, j'en suis convaincu, ils sont prêts à faire tout en leur pouvoir pour y remédier. Mais ils s'attendent naturellement à ce que nous fassions notre part pour mettre fin à la dislocation de leur économie, causée par le changement brusque et imprévisible dans notre politique commerciale.

“Durant la guerre, le Canada nous a donné plus que les États-Unis ne nous ont prêté. Plus tard, il a expédié à la Grande-Bretagne quatre fois plus de secours que les États-Unis, si l'on tient compte de sa population. Le gouvernement britannique devrait donc sans délai consulter les autres gouvernements du Commonwealth pour voir comment le Canada pourrait être secouru avec les importations dont il a besoin pour stabiliser son économie.”

Suivant des chiffres publiés par le bureau fédéral de la statistique, notre province est celle où le coût de la dette représente la proportion la moins considérable de son budget. Voici les chiffres des fonctionnaires fédéraux sur le sujet:

	Pourcentage du service de la dette en regard avec le total des dépenses
Nouveau-Brunswick.....	23.59%
Nouvelle-Écosse.....	17.49%
Manitoba.....	16.23%
Ontario.....	16.09%
Colombie canadienne.....	15.43%
Alberta.....	15.41%
Saskatchewan.....	15.38%
Ile du Prince-Édouard.....	14.53%
Québec.....	11.12%

Lorsque l'Union Nationale prit le pouvoir, au mois d'août 1944, le gouvernement héritait d'une dette flottante de \$55,523,000 et à la fin de cette année fiscale qui était la responsabilité de l'administration libérale, le gouvernement devait traîner encore une dette flottante d'une somme de \$47,910,000, après avoir fait trois émissions de renouvellement et de consolidation. Depuis cette date, une partie de cette somme, soit \$28,274,000, a été consolidée par emprunt. (Le détail de cette consolidation est donné aux tableaux numéros 4 et 5.)

TABLEAU No 4
Obligations émises depuis le 1er avril 1945

ÉMISSION	ÉCHÉANCE	TAUX	MONTANT	ESCOMPTE
1er juillet 1945.....	1er juillet 1960.....	3%	\$15,000,000.00	\$219,900.00
1er février 1946.....	1er février 1962.....	3%	15,000,000.00	71,250.00
1er novembre 1947 ..	1er novembre 1961 ..	2½%	18,700,000.00	—
1er octobre 1948	1er octobre 1963	3%	23,725,000.00	206,407.50
Moins: Escompte.....			\$72,425,000.00	\$497,557.50
			497,557.50	
			\$71,927,442.50	

TABEAU No 5
Obligations remboursées depuis le 1er avril 1945

ÉCHÉANCE	TAUX	MONTANT	FONDS D'AMORTISSEMENT
15 avril 1945-48.....	3¼%	\$ 1,200,000.00	
15 juillet 1945-48.....	3%	4,000,000.00	
15 novembre 1945.....	3¼%	1,970,000.00	
1er février 1946.....	2½%	5,000,000.00	155,000.00
15 mars 1946-48.....	4%	2,100,000.00	2,100,000.00
1er juin 1946.....	4½%	2,500,000.00	2,500,000.00
20 juillet 1947.....	3%	4,736,316.50	
1er novembre 1947.....	3%	20,000,000.00	1,295,979.95
1er mars 1948.....	3¼%	10,000,000.00	10,000,000.00
15 août 1948.....	3½%	8,500,000.00	870,075.94
1er janvier 1949.....	4%	600,000.00	31,570.00
		\$60,606,316.50	\$16,952,625.89
Moins: Fonds d'amortissement.....		\$16,952,625.89	
		\$43,653,690.61	
Obligations émises (Tableau 4).....			\$71,927,442.50
Moins: Obligations remboursées.....			43,653,690.61
Montant net.....			\$28,273,751.89

En d'autres termes, il nous reste encore aujourd'hui à consolider une somme de \$19,636,000 de la dette flottante qui restait à la fin de la dernière année d'administration libérale. Depuis cette date, les avances à l'Office du crédit agricole et à l'Office de l'électrification rurale se totalisent à la somme de plus de \$21,710,000, soit une somme de \$15,600,000 dans le premier cas, et de \$6,110,000 dans le second. Sous ces trois seuls titres, il nous faut consolider par l'emprunt plus de \$41,300,000.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement vient de terminer les négociations avec un syndicat financier pour un emprunt de \$35,000,000. Le produit de cet emprunt servira à consolider le solde de la dette flottante du 31 mars 1945 et les avances à l'Office du crédit agricole. Cet emprunt sera remboursable dans 16 ans à un taux d'intérêt nominal de 3%. Il a été vendu au public au prix de \$99.50. Le syndicat s'est engagé à payer lui-même toutes les dépenses de l'emprunt. Les conditions obtenues sont

parmi les plus avantageuses que peuvent obtenir aujourd'hui les gouvernements du Canada.

Au cours de la prochaine année fiscale, le gouvernement aura à rencontrer des échéances d'obligations pour un montant de \$28,700,000. Pour faire face à ces échéances, il y aura des fonds d'amortissement disponibles au montant de \$17,022,000, ce qui laisse un solde à renouveler de \$11,678,000.

Voici le tableau de ces obligations:

TABEAU No 6
Remboursements à effectuer pendant l'exercice 1949-50

ÉCHÉANCE	TAUX	MONTANT
15 avril 1949.....	3¼%	\$ 300,000
1er juillet 1949.....	3¼%	11,000,000
15 juillet 1949.....	3 %	1,000,000
1er décembre 1949.....	4 %	700,000
1er mars 1950.....	2 %	15,000,000
15 mars 1950.....	4 %	700,000
		\$28,700,000
Moins: Fonds d'amortissement disponible.....		17,022,000
		\$11,678,000

D'ailleurs, à même ses revenus, le gouvernement de l'Union Nationale aura, au cours de ses quatre années d'administration financière qui se termineront le 31 mars prochain, mis en réserve pour le remboursement des emprunts contractés dans le passé, un montant de \$28,551,450 dans ses fonds d'amortissement. Ce montant a été inscrit chaque année dans le service de la dette comme dépense ordinaire.

Voici le tableau de ces fonds d'amortissement inscrits aux dépenses ordinaires:

Année terminée le 31 mars 1946.....	\$ 6,430,170.03
Année terminée le 31 mars 1947.....	9,804,452.52
Année terminée le 31 mars 1948.....	5,927,827.78
Année terminée le 31 mars 1949.....	6,389,000.00
TOTAL.....	\$28,551,450.33

Après avoir ajouté à l'actif de la province un montant de \$144,642,168, au cours des quatre dernières années, le gouvernement de l'Union Nationale aura donc en plus mis en réserve, à même ses revenus ordinaires, une somme de \$28,551,450.33 pour le rachat de ses obligations. Ainsi, j'ai déjà exposé aux membres de la Législature les détails de la transaction effectuée par le gouvernement de l'Union Nationale, le 1^{er} mars 1945, transaction qui a permis à la province de réaliser une économie de \$1,713,690.19. Le gouvernement rachetait par anticipation un emprunt de \$15,000,000 à 4½% émis à New York le 2 mars 1925, pour le remplacer par un nouvel emprunt à 2%. Grâce aux mesures prises par le gouvernement de l'Union Nationale, le fonds d'amortissement de cet emprunt de \$15,000,000 a été augmenté par suite de la situation florissante de nos finances, et il y a tout lieu de croire que les disponibilités du fonds d'amortissement dépasseront sensiblement le montant nécessaire au remboursement intégral de cet emprunt, le 1^{er} mars 1950.

On me permettra de rappeler la transaction intéressante effectuée par le gouvernement en 1947, par le rachat à un taux extrêmement avantageux de l'emprunt français au montant de \$4,736,316.50 émis en 1894. La province avait des raisons impérieuses de racheter cet emprunt parce que ces obligations étaient exemptes de tout impôt provincial ou municipal. En d'autres termes, les porteurs de ces obligations étaient exempts de droits de successions sur ces valeurs. Peut-on concevoir que l'administration libérale ait pu se désintéresser de cet emprunt pendant quarante ans, alors qu'il comportait des obligations aussi onéreuses pour la province ?

Je ne crois pas nécessaire de formuler aucun pronostic sur les emprunts de renouvellement que la province devra contracter au cours de la prochaine année financière. Toutefois, si nous nous rappelons les conditions très favorables que nous avons obtenues sur le marché ces jours derniers ainsi que le 1^{er} octobre 1948, nous avons toutes les raisons de croire que le gouvernement pourra se procurer les fonds indispensables à des conditions très avantageuses. En effet, l'emprunt du 1^{er} octobre 1948, à 3%, dont l'échéance est fixée au 1^{er} octobre 1963, a été offert au pair au public, alors que quelques semaines plus tard la province d'Ontario contractait un emprunt à peu près semblable pour un montant plus considérable et remboursable trois années plus tard. Les obligations de la Province d'Ontario émises vers la même époque ont été offertes au public à 98.75%. Cette différence appréciable constitue en elle-même une preuve nouvelle de la solidité financière de notre province.

Dans ce domaine, nous avons été heureux de pouvoir compter sur la coopération loyale des principales institutions financières du pays. Et, à ce propos, je ne puis m'empêcher de souligner l'éclat qui a marqué, le 26 janvier dernier, la célébration du 75^e anniversaire de l'incorporation de la bourse de Montréal. A cette occasion, j'ai été heureux de lire le passage suivant publié par la Bourse et le *Curb* de Montréal :

“Ce souci d’assurer la sauvegarde de l’épargne populaire, il est basé non seulement sur l’équité, mais aussi, parce que l’avantage et le succès des agents de change sont inséparables de la classe épargnante source de la prospérité pour tous, puisque ces économies placées dans la suite dans les canaux du commerce, de la finance et de l’industrie, grâce aux bons offices des courtiers membres de bourses reconnues, contribuent à activer la vie économique du pays ; ce dont personne ne saurait se désintéresser, puisqu’il y va du standard de vie de chacun.”

Ce souci pour l’épargne populaire fait honneur aux membres de la Bourse de Montréal. Je profite de l’occasion pour les féliciter et pour formuler le souhait de les voir, encore plus que dans le passé, contribuer à la grandeur et à la prospérité économique de notre province et du pays tout entier.

III

CONSIDÉRATIONS SUR LE BUDGET 1949-1950

Le gouvernement de l’Union Nationale a donné à notre province, une politique financière d’équilibre et de stabilité. Il a prouvé à tous les contribuables que le gouvernement pouvait administrer la chose publique, sans céder aucun de ses droits, aucune de ses prérogatives. Il a même démontré qu’il était possible d’utiliser ses pouvoirs pour accentuer le développement industriel et commercial de la province. Il a accordé une attention spéciale à la solution de quelques-uns des problèmes sociaux qui se posent devant nos esprits. Il a évité de se substituer à l’initiative privée, soit dans le domaine agricole, soit dans le domaine industriel, soit dans le domaine ouvrier. Pour lui, comme le prêche la doctrine sociale de l’Église, le rôle véritable de l’état n’est pas de remplacer les individus, d’entraver leurs initiatives, de les dominer, mais de les aider à atteindre leur fin.

L’an dernier, j’avais exprimé l’opinion que la courbe ascendante de nos revenus atteindrait bientôt son sommet. Cette année, l’examen des faits, l’étude des statistiques financières me portent à croire que pour l’année 1949-50, ces revenus atteindront une somme moins considérable, soit \$176,650,000. Le surplus au compte ordinaire s’élèvera à la somme de \$31,415,640 et à même ce surplus, le gouvernement se propose de faire des dépenses imputables au capital, pour une somme de \$31,263,500, ce qui laissera un surplus global d’opération de \$152,140, comme l’indiquent les tableaux numéros 7 et 8.

PROVINCE DE QUÉBEC

REVENUS PROBABLES POUR L'EXERCICE FINANCIER 1949-50

REVENUS ORDINAIRES:

Provenant de taxes:

Trésor, Bureau du Revenu:		
Loi des véhicules-automobiles.....	14,300,000 00	
Taxe sur la gazoline.....	31,100,000 00	
Droits sur les successions.....	9,500,000 00	
Taxes sur les corporations.....	44,000,000 00	
Taxes sur transferts de valeurs.....	400,000 00	
Licences d'hôtels, restaurants, etc.....	440,000 00	
Taxe de vente.....	13,750,000 00	
Taxe sur le tabac.....	8,500,000 00	
Loi de l'Assistance publique.....	6,400,000 00	
Autres taxes.....	72,000 00	
	<hr/>	
	128,462,000 00	
Trésor, Bureau des assurances.....	143,000 00	
Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits.....	8,000,000 00	
Secrétariat de la province.....	130,000 00	
Travaux publics.....	72,000 00	
Travail.....	163,000 00	
Chasse.....	50,000 00	
Procureur général.....	72,000 00	137,092,000 00

Provenant d'autres sources:

Subside de la Puissance du Canada (basé sur la population).....		2,739,000 00
Intérêts:		
Placement des fonds d'amortissement.....	2,350,000 00	
Divers comptes.....	718,000 00	3,068,000 00
	<hr/>	
Commission des liqueurs de Québec:		
Compte de commerce.....	17,200,000 00	
Moins: Subvention à l'Assistance publique.....	1,000,000 00	16,200,000 00
	<hr/>	
Fonds d'éducation, 10 Geo. VI, c. 21 et 11 Geo. VI, c. 32:		
Revenus.....	19,450,000 00	
Dépenses.....	19,450,000 00	
	<hr/>	
Résidu.....	—	—
Richesses naturelles:		
Terres et forêts.....	8,673,000 00	
Ressources hydrauliques.....	2,500,000 00	
Mines.....	2,135,000 00	
Chasse.....	756,000 00	
Pêcheries.....	15,000 00	
Colonisation.....	132,000 00	14,211,000 00
	<hr/>	
Honoraires, divers départements.....		1,570,000 00
Amendes, etc., divers départements.....		345,000 00
Contributions des fonctionnaires: Loi des pensions.....		1,200,000 00
Divers, différents départements.....		225,000 00

\$ 176,650,000 00

PROVINCE DE QUÉBEC

**PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES-ORDINAIRES ET EN
IMMOBILISATIONS**

Pour l'exercice financier 1949-50

Départements	Total	DÉPENSES	
		Ordinaires	En immobili- sations
Affaires municipales.....	426,200 00	426,200 00	—
Agriculture.....	12,426,000 00	12,226,000 00	200,000 00
Bien-Être social et Jeunesse.....	18,911,500 00	17,603,000 00	1,308,500 00
Chasse.....	1,201,600 00	1,061,600 00	140,000 00
Colonisation.....	8,391,900 00	7,591,900 00	800,000 00
Conseil exécutif.....	3,747,000 00	3,747,000 00	—
Industrie et commerce.....	1,536,000 00	1,536,000 00	—
Instruction publique.....	★ 10,528,400 00	10,528,400 00	—
Législation.....	892,600 00	892,600 00	—
Mines.....	2,505,500 00	1,055,500 00	1,450,000 00
Pêcheries.....	1,532,000 00	1,232,000 00	300,000 00
Procureur général.....	5,928,000 00	5,928,000 00	—
Ressources hydrauliques.....	1,813,500 00	1,813,500 00	—
Santé.....	26,108,250 00	26,068,250 00	40,000 00
Secrétariat de la Province.....	3,098,650 00	3,098,650 00	—
Terres et forêts.....	4,314,000 00	4,314,000 00	—
Travail.....	1,576,000 00	1,576,000 00	—
Travaux publics.....	14,250,600 00	8,225,600 00	6,025,000 00
Trésor.....	3,586,160 00	3,586,160 00	—
Voirie.....	36,775,000 00	15,775,000 00	21,000,000 00
	<u>\$ 159,548,860 00</u>	<u>\$ 128,285,360 00</u>	<u>\$ 31,263,500 00</u>
Service de la dette publique.....	<u>\$ 16,949,000 00</u>	<u>\$ 16,949,000 00</u>	
	<u>176,497,860 00</u>		

SOMMAIRE

Compte ordinaire:

Revenus..... \$ 176,650,000 00

Dépenses:

Ordinaires.....	128,285,360 00	
Service de la dette publique.....	16,949,000 00	145,234,360 00

Surplus au compte ordinaire..... \$ 31,415,640 00

Compte capital..... \$ 31,263,500 00

★ Le total est de \$18,528,400 00 compte tenu d'une contribution de \$8,000,000 00 du fonds d'éducation.

L'an dernier, l'estimation des dépenses ordinaires a été inférieure aux sommes réellement dépensées, mais la différence a été comblée par une augmentation sensible de nos revenus. Cependant, l'estimé de nos dépenses imputables au capital a été largement dépassé, parce que le gouvernement a cru sage et opportun de pousser activement et de terminer plusieurs des travaux d'envergure entrepris depuis deux ou trois ans. A l'heure actuelle, les entreprises les plus importantes sont terminées ou en voie de parachèvement. Ces travaux ont été exécutés en particulier par les ministères des Ressources hydrauliques, de la Voirie, des Travaux publics, de la Santé, etc.

1° — Les Ressources hydrauliques

Il convient cependant de souligner une très importante entreprise, une dépense productive, qui contribuera dans l'avenir à assurer des revenus appréciables à la province et spécialement à la région intéressante de l'Abitibi et du Témiscamingue. Il s'agit de la construction du barrage-réservoir du lac Dozois. En effet, en 1946, le gouvernement autorisait à payer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour ces travaux de construction. Ces dépenses s'établissent de la façon suivante:

1°—Pour la construction du barrage-réservoir, y compris le détournement de chemin, les chemins nouveaux, la construction de ponts, etc.....	\$6,788,000
2°—Pour les lignes de transmission.....	2,049,500
3°—Pour la centrale au rapide 7 de l'Outaouais supérieur.....	748,600
4°—Pour les barrages au grand lac Victoria.....	62,500
TOTAL.....	\$9,648,600

L'entreprise est terminée depuis septembre 1948. Le barrage principal a une longueur de 1,200 pieds et une hauteur moyenne de 55 pieds. L'exécution de ces travaux était difficile, par suite de la mauvaise qualité du sol. Le barrage peut permettre l'emmagasinement d'une réserve de 70,000,000,000 de pieds cubes d'eau, soit le contenu d'un lac d'une longueur de 12½ milles, d'une largeur de 4 milles et d'une profondeur moyenne de 50 pieds. L'exécution du projet a rendu nécessaires la construction d'une nouvelle route de 4 milles, l'élévation et le détournement de divers tronçons de la route Mont-Laurier-Senneterre, sur une longueur totale de 10½ milles, ainsi que la construction de deux grands ponts de trois petits ponts en béton ou en acier qui remplaceront les anciens ponts qui étaient des ponts de bois.

Ces travaux d'une envergure considérable aideront à régulariser le débit des eaux du bassin de l'Outaouais et augmenteront la capacité de production des usines actuelles et de celles qui seront encore construites sur cette rivière.

En d'autres termes, sans avoir été obligé de contracter d'emprunts, le gouvernement a consacré à cette initiative qui rapportera dans l'avenir, des revenus importants et qui facilitera l'électrification de toute une région, en l'espace de trois ans, une somme d'environ \$9,000,000.

Dans un article publié dans le *Financial Post* du 12 février 1949, Howard Gamble donne des chiffres intéressants sur les ressources hydrauliques du Québec. "Ces ressources, dit l'auteur, sont la clé du progrès futur de notre province." Il souligne que notre province possède 32% de toutes les ressources hydrauliques du Canada. A l'heure actuelle, notre province produit 56% du total de l'énergie électrique du pays. Notre province possède, *per capita*, le plus fort potentiel d'énergie électrique. Ce potentiel est deux fois plus considérable que celui de la Colombie canadienne qui vient en second lieu.

PROVINCES	CHEVAUX-VAPEUR PAR 1,000 DE POPULATION
Québec.....	1,584
Colombie canadienne.....	878
Youkon et Territoires du Nord-Ouest.....	817
Ontario.....	656
Manitoba.....	618
Nouveau-Brunswick.....	272
Nouvelle-Écosse.....	215
Alberta.....	130
Saskatchewan.....	108
Ile du Prince-Édouard.....	28

Ceci explique pourquoi, à l'heure actuelle, toujours suivant le *Financial Post*, le nombre d'établissements industriels au Canada est de 31,249, et 10,818 de ces établissements sont situés dans notre province, soit 34.6%.

2° — La Voirie

Cependant, ce sont les travaux de voirie qui ont obligé le gouvernement à faire les dépenses les plus considérables. Il ne faut pas oublier l'héritage que nous avons reçu de l'administration libérale dans le domaine de la voirie, en 1944. Les citoyens sont unanimes à admettre que nos routes étaient négligées; il n'existait aucun plan d'ensemble de construction, et, des dommages considérables avaient été causés à nos routes par suite de la guerre. L'ancienne administration était demeurée au stage de la politique des bouts de chemin à l'exception du boulevard Sir Wilfrid-Laurier.

Les dommages causés aux routes de la province par les véhicules militaires ont été évalués au minimum à une somme de \$6,000,000. Le gou-

vernement fut obligé, après 1944, de réparer ces dommages. Je signale par exemple les dommages causés à la route entre Valleyfield et Caughnawaga, sur la route entre Saint-Eustache et Lachute, la route entre Québec et Valcartier, la route de la Gaspésie et la route Montréal-Sherbrooke. En plus de réparer ces dommages, le gouvernement de l'Union Nationale a entrepris l'élaboration d'un plan d'ensemble pour la modernisation des routes de la province. Il a voulu d'abord faciliter davantage les communications entre les grands centres. Il a voulu relier aux grands centres les régions éloignées de notre province comme le Saguenay, le Lac-Saint-Jean, la Gaspésie et les régions nouvelles comme l'Abitibi et le Témiscamingue.

Voici un tableau qui résume les principaux projets exécutés :

TABLEAU No 9

Voies de Communications entre les grands centres

Voici un relevé des principales entreprises que l'Union Nationale a mises de l'avant à cette fin et qu'elle est en train d'accomplir :

Réfection complète, après élargissement et, sur une bonne partie du parcours, selon un tracé nouveau, de la route entre Montréal et Mont-Laurier. Ces travaux avaient commencé en 1936 et s'étaient poursuivis jusqu'en 1939. Après une interruption, de 1939 à 1944, sous une administration libérale, on les a repris en 1945 et ils se sont continués depuis lors. Leur parachèvement est prochain. Le trajet entre Montréal et Mont-Laurier représente la première partie de la grande voie moderne en direction des riches régions agricoles et minières de l'Abitibi et du Témiscamingue.

Construction de 103 milles de route nouvelle entre le village de Stoneham (près Québec) et le village de Laterrière (près Chicoutimi). Plan tracé à l'automne de 1944; travaux commencés à l'été de 1945. Route ouverte à la circulation en octobre 1948, alors que l'asphaltage était fait sur une soixantaine de milles. La pose du revêtement d'asphalte sur le reste (une quarantaine de milles) se fera l'été prochain. Cette route donne un accès facile et rapide aux deux régions de Chicoutimi-Saguenay et du Lac-Saint-Jean: Aucune pente raide, ni de courbe dangereuse. Le trajet entre Québec et Chicoutimi se fait présentement en deux heures et demie: 133 milles, par comparaison avec 157 milles et 206 milles par les anciennes routes. La route Stoneham-Laterrière sera l'artère principale de tout un réseau qui desservira les vastes et riches régions de Chicoutimi-Saguenay et du Lac-Saint-Jean. Les plans prévoient que divers embranchements viendront s'y greffer: un embranchement, dont la construction est commencée en direction d'Hébertville, pour rejoindre la route de ceinture du Lac-Saint-Jean; un embranchement, en direction de Jonquière, Kénogami et Arvida; un autre embranchement en direction de Port-Alfred, Bagotville et Grande-Baie. Une fois achevée, cette route coûtera moins cher, malgré la hausse des prix de la main d'œuvre, de l'outillage et des matériaux, que n'ont coûté la voie Alexandre-Taschereau (\$242,000 du mille) et la voie Sir-Wilfrid-Laurier (\$191,000 du mille).

Réfection et élargissement de la route de ceinture de la Gaspésie, à travers les comtés de Matane, de Gaspé-Nord, de Gaspé-Sud, de Bonaventure et de Matapédia.

Réfection complète, avec élargissement et pavage en asphalte, de la route du Témiscouata.

Réfection et élargissement, selon un tracé nouveau sur une grande partie du parcours, de la route de Grand'Mère à La Tuque. Cette route nouvelle qui supprime des pentes extrêmement raides et dangereuses, notamment les fameuses Côtes à Giguère, ouvre au tourisme une région éminemment pittoresque de la Mauricie, et facilite à l'industrie l'accès à une région très riche en ressources diverses.

Construction d'une route sur la Côte Nord, de Tadoussac à Baie-Comeau et au delà.

Ouverture d'un premier chemin, aux confins de la côte Nord, au Blanc-Sablon, dans le vicariat apostolique du golfe Saint-Laurent. Cette région n'avait auparavant connu d'autre véhicule terrestre que la traîne à chiens ou le cométique pendant les mois d'hiver.

Construction d'un système de voirie aux Îles de la Madeleine, pour relier les îles entre elles, par le moyen des dunes.

Voirie rurale

Le gouvernement a, en plus, accordé une attention spéciale à la voirie rurale. Voici les montants dépensés pour la voirie rurale et la longueur des routes améliorées:

TABLEAU No 10

Voirie rurale

ANNÉE	LONGUEUR AMÉLIORÉE	MONTANT DÉPENSÉ
1936 à 1939.....	5,264 milles	\$14,920,995.94
1944 à 1948.....	8,599 milles	51,118,161.51
1948.....	3,416 milles	22,965,323.92

En plus de relier les régions éloignées aux grands centres de la province, en plus d'accorder une attention toute spéciale à la voirie rurale, le ministère de la Voirie a exécuté des travaux de réfection et d'amélioration sur toutes les routes qui relient notre province aux deux provinces voisines: le Nouveau-Brunswick et l'Ontario. Il en est de même pour les routes qui conduisent aux États-Unis.

TABLEAU No 11

Voies de Communications avec les provinces voisines

Depuis 1945, le ministère de la Voirie a procédé à des travaux de construction, de réfection ou d'amélioration sur toutes les routes en direction des deux provinces voisines: le Nouveau-Brunswick et l'Ontario.

Vers le Nouveau-Brunswick:

Route N° 2, de la Rivière-du-Loup, à travers le Témiscouata, jusqu'à la frontière du Nouveau-Brunswick, en direction de la ville d'Edmundston. Réfection complète, en cours et qui s'achève.

Route N° 6, de Mont-Joli à Matapédia, jusqu'au pont interprovincial qui franchit la rivière Restigouche, faisant la liaison avec la route vers la ville de Campbellton. Réfection complète, en voie d'achèvement.

Vers l'Ontario:

Route N° 2, de Sainte-Anne-de-Bellevue, par Cascades, les Cèdres, Côteau-Landing, Rivière-Beaudet.

Route N° 17, de Sainte-Anne-de-Bellevue, en direction d'Ottawa, par Rigaud et Pointe-Fortune.

Les deux routes N° 2, vers Toronto, et N° 17, vers Ottawa, bénéficient du boulevard Métropolitain, dans l'île de Montréal, jusqu'à Sainte-Anne-de-Bellevue, et de son prolongement en direction ouest. A la fin de l'été 1948, le boulevard Métropolitain, dont le projet remonte à M. Anatole Carignan, ministre de la Voirie sous la première administration de l'Union Nationale, a été pourvu de sa deuxième voie de circulation.

Route N° 8, de Montréal à Hull, par Lachute, en longeant la rive nord de la Rivière Ottawa, jusqu'au pont interprovincial qui conduit dans la ville d'Ottawa. La réfection de cette route est déjà en partie accomplie et sera bientôt achevée.

TABLEAU No 12

Voies de Communications avec les États-Unis

L'administration Godbout ne s'était occupée que de la construction d'une seule route nouvelle, prolongement du boulevard Sir-Wilfrid-Laurier, se terminant en cul-de-sac quelque part à la frontière de l'État de New-York.

L'Union Nationale, avec l'honorable Antonio Talbot comme ministre de la Voirie, s'est occupée des quatorze routes québécoises qui vont aux frontières des États-Unis:

Route N° 2—Rivière-du-Loup, Edmundston, Madawaska (Maine);

Route N° 3—Montréal, Valleyfield, Fort-Covington (N.Y.);

Route N° 4—Montréal, Malone (N.Y.);

Route N° 5—Montréal, Sherbrooke, Rock-Island (Vt.);
 Route N° 7—Montréal, Saint-Jean, Phillipsburg;
 Route N° 9—Montréal, Saint-Jean, Lacolle;
 Route N° 13—Les Trois-Rivières, Drummondville, Granby, Abercorn;
 Route N° 14—Montréal, Saint-Jean, Cantic;
 Route N° 22—Yamaska, Drummondville, Sherbrooke, Stanhope;
 Route N° 23—Lévis, Jackman;
 Route N° 27—East-Angus, Cookshire, Beecher Falls;
 Route N° 34—Les Trois-Rivières, Victoriaville, Mégantic, Woburn;
 Route N° 39—Richmond, Waterloo, Highwater;
 Route N° 51—Saint-Alexandre, à travers le Kamouraska, jusqu'à
 Rivière-Bleue;

Je pourrais vous citer d'autres statistiques sur les travaux considérables du ministère de la Voirie. De 1944 à 1948, 1,983 milles de route ont été revêtus d'asphalte. Dans 600 villages, l'asphalte a été posé aux frais entiers du gouvernement. Voici le résumé de ces améliorations:

TABLEAU No 13
Travaux d'amélioration

		TOTAL
<i>Revêtements permanents (asphalte ou béton):</i>		
Grandes routes.....	1,194 milles	
Chemins municipaux.....	789 milles	1,983 milles
<i>Réfections et constructions:</i>		
Grandes routes.....	658 milles	
Chemins municipaux.....	3,009 milles	3,667 milles
<i>Rechargement de gravier.....</i>		4,128 milles
<i>Améliorations diverses.....</i>		410 milles
TOTAL.....		10,188 milles
<i>Ponts et ponceaux construits ou réparés.....</i>	511	
<i>Traverses à niveau éliminées.....</i>	12	

Le ministère de la Voirie a entretenu en 1948, 22,454 milles de chemins, soit 2,051 milles de plus qu'en 1944.

		TOTAL
<i>Revêtements permanentes (asphalte ou béton):</i>		
Grandes routes	419.28 milles	
Chemins municipaux	373.65 milles	792.93 milles
<i>Renouvellement des revêtements permanents:</i>		
Grandes routes	108.65 milles	
Chemins municipaux	56.63 milles	165.28 milles
<i>Réfection et construction:</i>		
Grandes routes	270.28 milles	
Chemins municipaux	805.93 milles	1,076.21 milles
<i>Rechargement de gravier:</i>		
Grandes routes	401.64 milles	
Chemins municipaux	995.36 milles	1,397.00 milles
<i>Améliorations diverses:</i>		
Grandes routes	52.16 milles	
Chemins municipaux	158.51 milles	210.67 milles
TOTAL		3,642.09 milles
<i>Travaux non terminés le 31 décembre 1948:</i>		
Grandes routes	108.54 milles	
Chemins municipaux	1,026.12 milles	1,134.66 milles
GRAND TOTAL		4,776.75 milles
<i>Ponts ou ponceaux construits ou réparés</i>	224	
<i>Traverses à niveau éliminées</i>	2	
<i>Traitements de surface:</i>		
Grandes routes	371.06 milles	
Chemins municipaux	231.27 milles	602.33 milles
Villages et paroisses où des revêtements permanents ont été faits en 1948	291	
<i>Entretien des chemins:</i>		
Grandes routes		6,381.55 milles
Chemins municipaux		16,072.36 milles
TOTAL		22,453.91 milles

Vous avez noté, Monsieur l'Orateur, le programme d'envergure exécuté par mon dévoué collègue, le député de Chicoutimi, ministre de la Voirie, de 1944 à 1948.

Au cours des cinq années de l'administration Godbout, soit de 1939 à 1944, le gouvernement a dépensé, pour la réfection et l'entretien des routes, \$53,000,000. En quatre années, de 1944 à 1948 inclusivement, l'Union Nationale a mis à la disposition du ministère de la Voirie, pour la construction, la réfection et l'entretien des routes, \$160,000,000.

Aussi la population de la province est-elle reconnaissante au gouvernement pour les réalisations accomplies en une aussi courte période de temps. Le *Royal Automobile Club*, dans son bulletin du 22 novembre 1948, rendait hommage au magnifique travail accompli par mon collègue de la voirie. Après avoir résumé le travail exécuté, le bulletin notait :

"Ces accomplissements et une foule d'autres méritent des félicitations et le Royal Automobile Club est heureux d'offrir les siennes par la présente."

La revue technique *Roads and Bridges*, dans son numéro de novembre 1948, louait l'honorable député de Chicoutimi dans les termes les plus élogieux :

"La route n° 54B, qui sera dénommée la route Talbot en l'honneur de l'énergique ministre de la Voirie de la province, l'honorable Antonio Talbot, constituera un monument durable élevé à l'imagination clairvoyante et courageuse du gouvernement et au travail assidu ainsi qu'à la compétence technique dont ont fait preuve les ingénieurs qui en ont établi le plan et qui en ont assuré l'exécution."

"Les deux compagnies ont eu à surmonter des problèmes auxquels on a rarement eu à faire face à l'est des Montagnes Rocheuses mais qui sont bien connus des promoteurs de la route de l'Alaska ; en conséquence beaucoup de ceux qui ont travaillé aux deux projets ont été amenés à décrire la nouvelle route comme l'Alcan de Québec."

"Il y a lieu de croire que la construction d'une route de cette envergure et à travers une région si difficile en quatorze mois de jours ouvrables en une période de quatre années, constitue un record."

"Le coût total s'élèvera à environ \$160,000. par mille, ce qui représente exactement le coût des routes Reine Élisabeth et de Barrie en Ontario et de la route de Prince George à Dawson Creek en Colombie canadienne. Ce coût se compare à une dépense de \$200,000. à \$300,000. par mille pour les routes jumelées modernes en Angleterre."

Les estimés du ministère de la Voirie, bien que plus considérables en 1949-50 qu'en 1948-49, demeureront, cette année, inférieurs aux sommes dépensées.

3° — Les Travaux publics

Des constatations semblables peuvent se faire en marge du budget du ministère des travaux publics. Les estimés de ce ministère sont cette année beaucoup plus considérables que l'an dernier. L'an dernier, ils se chiffraient à \$9,088,600 et cette année, à la somme de \$14,250,600. Bon nombre d'entreprises sont maintenant terminées. Je cite en particulier le pont de Sainte-Rose, le pont des Trois-Rivières et le pont de Saint-Eustache. La dépense la plus importante prévue pour cette année permettra de rencontrer le paiement de travaux considérables entrepris au pont de Québec. Ces travaux sont urgents, ils sont nécessaires, ils ont été réclamés à plusieurs reprises et le gouvernement se devait de les exécuter le plus rapidement possible. Ils contribueront à solutionner plus rapidement le problème de la circulation entre Québec et la rive sud. Le coût du projet actuel sera moins élevé que l'exécution de plusieurs autres projets suggérés, soit la construction d'un tunnel ou d'un nouveau pont. Nous croyons sincèrement que pour le futur, les travaux actuellement en cours donneront satisfaction, tant à la population de Québec, qu'à celle de Lévis et des environs.

Depuis 1944, jusqu'en 1949, des travaux pour un montant total de \$11,799,032.65 ont été exécutés par le ministère des Travaux publics et inscrits aux dépenses imputables au capital. 550 ponts ont été construits depuis 1944, 29 de ces ponts ont coûté \$100,000 et plus. En voici la liste:

TABLEAU No 14
Ponts de \$100,000 et plus construits depuis 1944

1944-1945			
COMTÉ	MUNICIPALITÉ	RIVIÈRE ET SITE	Coût
Arthabaska	Saint-Louis de Blandford	Bécancour	\$ 119,396.85
Nicolet	Saint-Léonard d'Aston	Nicolet	160,932.07
Roberval	Saint-Félicien	Ashouapmouchouan	340,813.67
1945-1946			
Lac-Saint-Jean	Saint-Joseph d'Alma-Ile Maligne	Conversion en pont-route du pont de chemin de fer Québec-Chibougamau	149,131.60
Laval-Terrebonne	Sainte-Rose-Sainte-Thérèse de Blain- ville	Mille-Iles	1,370,880.21
1946-1947.			
Abitibi-est	Senneterre-ouest	Bell	126,002.16
1947-1948			
Gaspé-nord	Saint-Maxime de Mont-Louis	Mont-Louis, Route N° 6	113,830.06
Montmorency	Parc National	Grande Pikauba, Route N° 54-B	108,046.64
Papineau	Buckingham	La-Lièvre	224,718.06

TABLEAU No 14—(suite)
Ponts de \$100,000 et plus construits depuis 1944

1947-1948 (suite)			
COMTÉ	MUNICIPALITÉ	RIVIÈRE ET SITE	Coût
Pontiac	Territoire non-org.....	Camatose, Route N° 58.....	\$ 282,466.85
Pontiac	Territoire non-org.....	Trompeuse, Route N° 58.....	104,048.98
Terrebonne	Saint-Jérôme	Pont-Vanier	197,687.24
Trois-Rivières-Champlain.....	Trois-Rivières-Cap-de-la-Madeleine ..	Saint-Maurice	3,400,000.00
1948-1949			
Abitibi-est	Canton Vassan	Harricana	190,885.00
Abitibi-ouest	Palmarolle	Dagenais	230,000.00
Abitibi-ouest	Macamic	Lois	219,000.00
Deux-Montagnes-Laval	Saint-Eustache-Plage Laval	Mille-Iles	1,800,000.00
Drummond	Notre-Dame du Bon Conseil	Pont-Larocque	189,638.52
Labelle	Ferme Neuve	La-Lièvre	366,771.64
Labelle	La Conception	Rouge	231,662.50
L'Assomption	Saint-Lin	L'Achigan	186,830.46
Laviolette	Saint-Roch de Mékinac	Pont-Champoux	175,905.65
Lévis	Saint-Étienne de Lauzon	Beaurivage, Route N° 1	113,044.30
Montcalm	Sainte-Julienne de Rawdon	Saint-Esprit	147,519.44
Papineau	Saint-André-Avellin	Pont du Merisier	156,634.60
Pontiac	Territoire non organisé	Outaouais, Route N° 58	486,343.37
Portneuf	Sainte-Jeanne de Neuville	Portneuf	103,443.52
Roberval	Dolbeau-Saint-Michel de Mistassini ..	Pont-Price	245,182.16
Rouville	Saint-Césaire	Yamaska	258,217.10

4° — L'Instruction publique

Les membres de l'Assemblée législative peuvent être fiers de l'importance attachée par le gouvernement à l'instruction publique. Depuis 1944, le département de l'Instruction publique a dépensé dans la province, une somme de \$59,933,595.66. L'an dernier, les prévisions budgétaires pour l'instruction publique se chiffraient à \$13,785,350 et cette année, elles sont de \$18,528,400.

A l'heure actuelle, 675,000 élèves et 25,000 professeurs relèvent du département de l'Instruction publique. Pour le bénéfice de ces élèves, pour aider les commissions scolaires dans leur tâche, le département de l'Instruction publique a contribué, depuis 1944, à la construction de 560 nouvelles écoles et aidé les commissions scolaires à réparer 2,200 autres écoles. Depuis 1944, le département de l'Instruction publique a accordé des octrois pour l'ouverture de 13 nouvelles écoles normales, de 12 nouvelles écoles ménagères supérieures, de 18 nouvelles écoles ménagères moyennes et de 9 établissements post-scolaires réguliers.

L'activité du département de l'Instruction publique augmente sans cesse et le gouvernement de l'Union Nationale est heureux d'apporter la plus étroite coopération à l'Église et aux parents pour la cause de l'éducation.

5° — Le Secrétariat de la province

Au Secrétariat de la province, de belles initiatives ont été réalisées. J'ai déjà parlé de l'encouragement accordé à l'enseignement secondaire et universitaire. Saviez-vous, Monsieur l'Orateur, qu'en 1944, il n'existait en dehors de la ville de Montréal, aucune classe de travaux manuels. Au 31 décembre 1948, il en existait 78 en dehors de la ville de Montréal. En plus, 15 commissions scolaires se sont engagées à organiser des classes de travaux manuels au cours de 1949 et à l'heure actuelle 33 autres municipalités étudient la possibilité de donner cet enseignement à la jeunesse. Depuis 1946 seulement, le Secrétariat de la province a accordé en octrois pour l'ouverture de ces classes, une somme globale de \$85,000. Le développement de ce nouveau programme rendra de grands services à la population de nos campagnes.

Si les membres de l'Opposition ne saisissent pas toute la différence qui existe entre la politique de l'Union Nationale et la politique des administrations libérales, s'ils ne comprennent pas les raisons de l'augmentation du budget, qu'ils étudient notre politique vigoureuse dans les matières éducationnelles. Ils verront que le gouvernement dirigé par le chef de l'Union Nationale ne néglige rien pour donner à la jeunesse de notre province, l'opportunité de recevoir l'instruction qui lui permettra de se créer une carrière, d'exercer un métier ou une profession, qui lui permettra de gagner à la fois honorablement sa vie et de faire profiter la communauté des bienfaits de ses connaissances. L'an dernier, les prévisions budgétaires du Secrétariat s'élevaient à \$2,837,100 et cette année à \$3,098,650.

6° — La Jeunesse et le bien-être social

L'enseignement spécialisé relève du ministère de la Jeunesse et du bien-être social. Pour ces seules écoles, une somme d'environ \$7,000,000 a été mise à la disposition de ce ministère, pour la construction de nouvelles écoles, pour l'agrandissement et l'amélioration des écoles existantes et pour l'achat d'immeubles destinés à l'enseignement des métiers. Vous trouverez ci-inclus un tableau complet des dépenses imputables au capital faites pour l'avancement de l'enseignement spécialisé.

Il y a maintenant dans la province près d'une quarantaine d'écoles d'arts et métiers. Plusieurs de ces écoles donnent, outre des cours de métiers, les 2 ou 3 premières années du cours technique que dispensent les écoles techniques. Aux écoles d'arts et métiers de caractère industriel s'est ajoutée, en septembre 1946, une école consacrée à l'enseignement des métiers commerciaux: l'École Centrale à Montréal, où l'on enseigne l'art culinaire, la boulangerie, la coiffure, la chaussure, la fourrure, la coupe et la confection du vêtement masculin et du vêtement féminin, l'horlogerie, la chapellerie, et le métier de barbier. Cette école est la plus importante du genre en Amérique du nord, ayant plus de 2,000 élèves qui suivent les cours du jour et du soir.

En plus des écoles d'arts et métiers, il y a présentement dans la province 6 écoles techniques, soit: à Montréal, à Québec, à Trois-Rivières, à Hull, à Shawinigan Falls et à Rimouski. Avec les années, certaines sections des écoles techniques s'en détachèrent pour devenir à leur tour des institutions d'enseignement spécialisé, telles que: à Montréal, l'École du meuble, des arts graphiques et de l'automobile; à Trois-Rivières, l'École provinciale de papeterie. Il y a aussi, à Saint-Hyacinthe, l'École des textiles et, à Rimouski, l'École de marine (cette dernière est attachée à l'École technique de l'endroit).

Honoré Mercier, dans un discours prononcé à l'Assemblée législative le 17 juin 1881, félicitait le gouvernement Chapleau d'avoir fait voter une somme de \$1,000 pour encourager une école des arts et métiers à Québec. Mesurez toute la longueur de la route parcourue. Aucune province n'a dépassé la nôtre dans le domaine de l'enseignement technique et spécialisé.

Permettez-moi d'ajouter de plus, que durant l'année 1948-49, une somme de \$429,000 a été accordée, par le même ministère, sous forme d'octrois, aux institutions de charité et aux œuvres d'assistance publique.

C'est également du ministère de la jeunesse et du bien-être social que relève l'octroi des bourses d'étude. Au cours de l'année 1948-49, 3,709 étudiants du Québec ont bénéficié de bourses d'étude pour un montant total de \$513,223.

TABLEAU No 15
ÉCOLES SPÉCIALISÉES

Dépenses imputables au capital depuis la création du ministère de la Jeunesse

TYPE D'ÉCOLES	LOCALITÉ	Coût APPROXI- MATIF		GRAND TOTAL
<i>Nouvelles écoles (construction) :</i>				
Écoles d'Arts et Métiers.....	Drummondville.....	\$315,000		
	Granby.....	180,000		
	Joliette.....	280,000		
	Maisonneuve.....	400,000		
	Rouyn.....	135,000		
	Sherbrooke.....	325,000		
	Sorel.....	280,000		
	Thetford-les-Mines.....	240,000		
	Montréal, section ouest.....	600,000		
	Cap-de-la-Madeleine.....	250,000		
			3,005,000	
École spécialisée.....	Duchesnay.....		115,000	3,120,000
<i>Achats d'immeubles :</i>				
Écoles d'Arts et Métiers.....	Rouyn.....	80,000		
	Valleyfield-plus amél'n.....	65,000		
			145,000	
			160,000	
École spécialisée.....	Saint-Hyacinthe.....		312,000	617,000

TABLEAU No 15—(suite)

ÉCOLES SPÉCIALISÉES

Dépenses imputables au capital depuis la création du ministère de la Jeunesse

TYPE D'ÉCOLES	LOCALITÉ	COÛT APPROXI- MATIF		GRAND TOTAL
<i>Agrandissements, améliorations et construction :</i>				
Écoles Techniques	Montréal	\$425,000		
	Québec	415,000		
	Hull	195,000		
	Trois-Rivières	750,000		
			1,785,000	
Écoles d'Arts et Métiers	Lauzon	100,000		
	Octave-Cassegain	135,000		
			235,000	
Écoles spécialisées	Papeterie Trois-Rivières	425,000		
	Ménagère provinciale	11,000		
	Protection	12,000		
	Gardes forestiers	16,000		
	Saint-Hyacinthe	525,000		
			989,000	
<i>Nouvelle construction à prévoir :</i>				3,009,000
École d'Arts et Métiers	Chicoutimi			250,000
				6,996,000

Le ministère de la jeunesse et du bien-être social est également chargé de l'administration de la loi des pensions de vieillesse, des pensions aux aveugles, et de la loi accordant des allocations aux mères nécessiteuses. Chacune de ces lois a été amendée au cours des quatre dernières années, afin de mettre à la disposition des personnes indigentes des secours plus considérables. Durant la seule année 1948, 12,987 personnes ont bénéficié des allocations aux mères nécessiteuses. Le montant total payé par la province pour ces allocations a été de \$5,138,122.75, soit une moyenne de \$33 par mois pour chaque bénéficiaire. Il était donc logique que les prévisions budgétaires de ce département soient augmentées. Elles étaient de \$15,740,000 l'an dernier; elles sont de \$18,911,500 cette année.

Voici un tableau donnant les sommes consacrées par l'état pour les pensions de vieillesse, pour l'assistance aux aveugles, pour l'assistance aux mères nécessiteuses, du 30 juin 1937 au 31 mars 1949:

TABLEAU No 16

	PENSIONS DE VIEILLESSE	ASSISTANCE AUX AVEUGLES	ASSISTANCE AUX MÈRES NÉCESSITEUSES	TOTAL
30 juin 1937	\$ 6,784,593.42			\$ 6,784,593.42
30 juin 1938	10,539,017.28	\$ 159,843.48	\$ 523.73	10,699,384.49
30 juin 1939	10,506,847.88	363,651.73	890,697.03	11,761,196.64
20 juin 1940	10,697,423.99	413,080.99	2,400,856.20	13,511,361.18
31 mars 1941 (9 mois)	7,246,145.55	346,914.93	1,487,820.49	9,080,880.97
31 mars 1942	9,338,294.68	491,658.16	2,413,218.23	12,243,171.07
31 mars 1943	9,734,288.48	510,163.32	2,908,882.38	13,153,334.18
31 mars 1944	11,762,225.80	607,520.37	3,381,744.36	15,751,490.53
31 mars 1945	14,254,240.67	712,388.28	3,896,022.30	18,862,651.25
31 mars 1946	14,856,574.00	763,726.78	4,446,349.16	20,066,649.94
31 mars 1947	15,727,830.14	815,519.82	4,813,776.25	21,357,126.21
31 mars 1948	20,162,076.96	1,079,339.91	5,012,411.03	26,253,827.90
31 mars 1949 (estimation)	22,331,220.10	1,261,050.32	5,410,028.15	29,002,298.57
	\$163,940,778.95	\$7,524,858.09	\$37,062,329.31	\$208,527,966.35

7° — La santé

Les prévisions budgétaires du ministère de la santé se chiffraient l'an dernier à la somme de \$18,533,250. Elles se chiffrent cette année à \$26,108,250.

J'ai signalé tout à l'heure toute l'importance et toute l'urgence de la tâche que nous avons pour placer notre province sur le même pied que les autres dans le domaine de la santé et de l'hygiène publique. De 1944 à 1948, le gouvernement a contribué à augmenter à travers la province le nombre de lits disponibles dans les hôpitaux de 4,106, ainsi que l'indique le tableau qui suit:

TABLEAU No 17
HÔPITAUX et SANATORIUMS — Nouveaux lits (1944-1948)

NOM DE L'HÔPITAL	LOCALITÉ	LITS
Hôpital d'Youville	Noranda	120
Sanatorium de Macamic	Macamic	189
Hôpital de Val-d'Or	Val-d'Or	60
Hôtel-Dieu	Amos	100
Hôpital Blanc-Sablon	Labrador	25
Sanatorium de Gaspé	Gaspé	300
Hôpital-Hospice de la Providence	Chandler	53
Sanatorium Saint-Georges	Mont-Joli	300
Hôpital Saint-Joseph-du-Lac	Saint-Eleuthère	51
Hôpital Saint-Jean-Port-Joli	Saint-Jean-Port-Joli	26
Sanatorium Bégin	Sainte-Germaine	260
Hôpital Saint-Joseph-de-Beauce	Saint-Georges	135
Hôpital Sainte-Croix	Drummondville	103
Sherbrooke Hospital	Sherbrooke	125
Hôpital Saint-François-d'Assise	Québec	300
Hôpital Notre-Dame de la Recouvrance	Québec-Ouest	45
Hôpital Sanatorium Cooke	Trois-Rivières	160
Hôpital Sainte-Marie	Trois-Rivières	120
Hôpital de Grand-Mère	Grand'Mère	65
Hôpital Sainte-Thérèse	Shawinigan Falls	65
Hôpital Saint-Joseph	La-Tuque	25
Hôpital Cap-de-la-Madeleine	Cap-de-la-Madeleine	100
Pontiac Community Hospital	Pontiac	52
Sanatorium Saint-Joseph	Montréal	500
Jewish Hospital of Hope	Montréal	100
Alexandra Hospital	Montréal	50
Hôpital Saint-Joseph-des-Convalescentes	Montréal	100
Hôpital Saint-Jérôme	Saint-Jérôme	150
Hôpital Saint-Eusèbe	Joliette	180
Hôpital Général	Mont-Laurier	60
Hôtel-Dieu de Sorel	Sorel	165
Hôpital Saint-Laurent	Saint-Laurent	25
	Total	4,106

Le gouvernement a également augmenté les taux accordés aux différentes institutions d'assistance publique. Cette augmentation représente une somme de \$3,500,000. En effet, le coût d'hospitalisation payé actuellement se chiffre à \$11,000,000, alors qu'il se chiffrait à \$7,500,000, en 1944. De plus, le ministère de la santé prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer les services médicaux aux centres ruraux éloignés de notre province. Il encourage les jeunes médecins à s'établir à la campagne et il poursuit son action bienfaisante dans le domaine de la science médicale.

8° — L'agriculture

J'ai déjà parlé des initiatives heureuses de mon collègue le ministre de l'agriculture. J'ajouterai que les crédits de ce ministère ont été augmentés considérablement. Le budget de l'agriculture se chiffre cette année à la somme de \$12,426,000, soit le plus haut montant jamais voté par un gouvernement pour la classe agricole. Voici les prévisions budgétaires pour les années précédentes:

1943-44.....	\$6,100,000
1944-45.....	6,807,250
1945-46.....	7,353,000
1946-47.....	7,601,000
1947-48.....	8,750,600
1948-49.....	9,956,000

Toutefois, même si les crédits accordés sont plus considérables, le gouvernement de l'Union Nationale a modifié l'inspiration politique donnée antérieurement à ce département. Notre politique agricole et notre politique de colonisation n'est plus basée uniquement sur des octrois destinés à favoriser des amis politiques; elle est avant tout destinée à la formation d'une classe agricole saine, prospère et respectueuse de nos traditions. Le gouvernement, soucieux de son rôle véritable, croit qu'il est préférable d'encourager l'initiative personnelle des cultivateurs. Il exige des intéressés la coopération la plus étroite. Ainsi, dans le domaine du drainage des terres, des travaux sont exécutés grâce à la coopération de groupes plus ou moins considérables de cultivateurs. Le ministère de l'agriculture en outre des travaux de drainage subventionne à raison de \$3.00 l'heure, des travaux destinés à améliorer la superficie cultivable de la province. Ces travaux, un cultivateur seul ne peut les exécuter, parce qu'ils exigent l'utilisation de tracteurs modernes. Aussi, dans le but d'accélérer cette politique, le ministère de l'agriculture, depuis 1946, a inauguré une politique nouvelle: il donne une subvention de \$5,000 à tout groupe de cultivateurs qui forme une coopérative dite d'amélioration des terres pour l'achat d'un tracteur déblayeur. Cette subvention est faite à titre d'avance en retour

d'un contrat par lequel la coopérative s'engage à exécuter 1,666 heures de travaux d'amélioration de fermes avec réduction de \$3.00 l'heure. Onze coopératives ont reçu cette subvention de \$5,000 à date. Au cours de l'été 1948, ces coopératives ont exécuté 6,768 heures de travaux à prix de rabais chez les cultivateurs. Ces 6,768 heures de travail s'ajoutent aux 106,560 exécutées par le ministère de l'agriculture à l'aide de subventions en 1948. Ces chiffres éloquentes démontrent le changement d'orientation politique dans notre province. Nous voulons que notre province se développe, nous voulons que tous bénéficient des immenses ressources naturelles mises à notre disposition, mais pour que ces ressources soient exploitées, le gouvernement doit encourager, stimuler l'initiative privée, mais jamais s'y substituer. Nos ancêtres ont été des hommes courageux; ils n'ont pas reculé devant les tâches ardues. Si nous désirons que nos compatriotes continuent l'œuvre de nos ancêtres, il ne faut pas que le gouvernement entrave l'initiative privée et domine leur activité, soit dans le domaine industriel, soit dans le domaine économique. Une autre initiative susceptible d'aider la classe agricole fut l'encouragement par l'Union Nationale de l'enseignement agricole. Des écoles moyennes d'agriculture ont été construites à Nicolet en 1938, à Ville-Marie en 1939, à Val-d'Espoir en 1938, aux Iles de la Madeleine. De 1940 à 1944, alors que la province avait à sa tête un ministre de l'agriculture et un agronome, aucune nouvelle école d'agriculture n'a été construite. Depuis le retour au pouvoir de l'Union Nationale, une école d'agriculture a été bâtie à Sherbrooke, en 1946. L'année 1947 a vu l'agrandissement de l'école de Saint-Rémi de Napierreville et l'année 1948, la reconstruction de l'école de La-Ferme, en Abitibi.

9° — La colonisation

La même orientation politique se retrouve au ministère de la colonisation. C'est en 1939 que ce ministère tentait pour la première fois à Rochebaucourt, en Abitibi, les premières expériences du défrichement motorisé. Cette politique fut reprise et développée surtout depuis 1944. De 1944 à 1948, 30,540 acres de terre ont été essouchés, 6,894 labourés et 1,346 ont été hersés. Ce travail a été fait à l'aide de 117 tracteurs. Pour que ceux qui habitent les paroisses de colonisation puissent avoir tous les avantages afin de développer leurs lots, améliorer leurs exploitations agricoles, le ministère de la colonisation a poussé très activement la construction et l'amélioration des routes dans les paroisses de colonisation. Durant l'année 1948-49 seulement, 566 milles de chemins neufs ont été construits, 2,716 milles ont été entretenus, alors que 1,116 ponts ou ponceaux ont été réparés ou construits. Par suite de l'importance de plus en plus grande de la politique de colonisation, le gouvernement de la province doit déboursier en moyenne pour la construction des chemins, le paiement des primes statutaires, les crédits d'organisation, l'assistance pour la construction de maisons et de granges, l'achat des grains de semence, le paiement des frais médicaux et scolaires, etc., un montant variant entre \$6,000 et \$7,000 pour chaque nouvel établissement de colon et cela sur une période d'environ dix ans. Les

appels lancés depuis plusieurs années par l'épiscopat, les missionnaires colonisateurs et les hommes d'œuvre ont reçu un accueil favorable tant auprès de l'opinion publique qu'auprès du gouvernement de l'Union Nationale. La colonisation contribue à agrandir le domaine agricole et cultivable de la province. Pour atteindre cette fin, le ministère de la colonisation doit se préoccuper d'abord d'assurer la sécurité des établissements individuels, de solidifier la position économique des paroisses de colonisation afin de les voir atteindre dans le plus bref délai possible l'état de paroisses agricoles normales.

10° — Les mines

Des remarques identiques pourraient être faites en marge des crédits des autres ministères. Le développement minier se poursuit à une allure accélérée, malgré l'incompréhension des autorités fédérales dans ce domaine. La production minière dans la province évaluée à \$39,000,000, en 1936, se chiffre à \$143,000,000 pour l'année 1948.

Le chemin de Chibougamau sera terminé cette année. La politique des chemins de mines s'est avérée de plus en plus utile à l'essor du développement minier. Cette politique est tellement appréciée de tous ceux qui sont intéressés à cette industrie nécessaire que le grand journal *The Northern Miner*, de Toronto écrivait dans un de ses récents éditoriaux que le district minier de Red Lake d'Ontario devrait être annexé à Québec.

* * *

La coutume parlementaire veut que le gouvernement soumette à l'approbation des membres de la Législature, les crédits nécessaires à l'administration, pour la prochaine année. Ces crédits n'ont pas de meilleure justification que la façon dont ont été dépensés les deniers publics, au cours de l'année précédente. Ces crédits sont demandés dans le but précis de poursuivre une politique bien conçue et bien ordonnée. Sur les principaux item du budget, je vous ai soumis des commentaires sur les principes de base de cette politique. Mes collègues ont déjà commencé à donner des explications plus particulières en marge de chacun des item budgétaires et ils continueront de donner aux membres de l'Assemblée législative toutes les explications nécessaires. D'ailleurs, la synthèse de toutes ces dépenses, vous la trouverez dans les *Comptes publics* déposés chaque année devant la Législature.

Je tiens de plus à faire remarquer qu'en aucune occasion, les membres de l'Opposition n'ont pu depuis 1944, contredire la véracité et l'exactitude des chiffres que j'ai fournis à la Chambre. Chaque année, mes prévisions en ce qui concernait le surplus par exemple, sont demeurées en deçà de la vérité et vous n'avez qu'à comparer, à titre documentaire, les chiffres donnés dans les discours sur le budget et ceux publiés chaque année dans la *Gazette officielle* de la première semaine de septembre. Nous respectons suffisamment les contribuables pour leur donner l'idée la plus exacte

possible de notre situation financière. Ne voyez là d'ailleurs, M. l'Orateur, qu'une des conséquences des réformes apportées dans l'administration de la province par le gouvernement de l'Union Nationale. Je n'oserai pas dire que toutes les réformes possibles ont été accomplies, mais la population de cette province peut compter sur la bonne volonté, l'amour du bien commun, de la part de chacun des membres du gouvernement de l'Union Nationale pour que ces réformes soient réalisées, afin d'assurer à toute la population l'avenir le plus prospère, la plus grande somme de bien-être et pour donner à notre province la place véritable qui lui revient dans la Confédération canadienne.

Cette politique de l'Union Nationale est conforme aux conseils que donnait, au cours du mois de novembre dernier Sa Sainteté le Pape Pie XII, en recevant les membres du Congrès de l'Institut international des finances publiques :

"L'individu en vient à avoir de moins en moins l'intelligence des affaires financières de l'État; même dans la plus sage politique, il soupçonne toujours quelque menée mystérieuse, quelque arrière-pensée malveillante, dont il doit prudemment se défier et se garder. Voyez-vous : c'est là qu'il faut, en définitive, chercher la cause profonde de la déchéance de la conscience morale du peuple à tous les échelons, en matière de bien public, en matière fiscale principalement. Comment l'Église pourrait-elle contempler, indifférente, cette crise qui, en réalité, est une crise de conscience ? Voilà pourquoi, s'adressant à ceux qui ont quelque part de responsabilité dans le traitement des questions de finances publiques, elle les adjure, au nom de la conscience humaine, ne ruinez pas la morale par en haut. Abstenez-vous de ces mesures qui, en dépit de leur virtuosité technique, heurtent et blessent dans le peuple le sens du juste et de l'injuste, ou qui relèguent à l'arrière-plan sa force vitale, sa légitime ambition de recueillir le fruit de son propre travail, son souci de la sécurité familiale, toutes considérations qui méritent d'occuper dans l'esprit du législateur la première place, non la dernière.

"Le système financier de l'État doit viser à réorganiser la situation économique de manière à assurer au peuple les conditions matérielles de vie indispensables à poursuivre la fin suprême assignée par le Créateur, le développement de sa vie intellectuelle, spirituelle et religieuse."

Voilà le programme que nous nous efforçons de mettre en pratique, M. l'Orateur, et vous verrez que la lumière du Vatican s'inspire toujours du bon sens. Nulle part, vous verrez dans les leçons augustes du Vatican, que l'homme ne doit pas travailler et que l'État doit subventionner la paresse.

IV

LES RELATIONS FINANCIÈRES ENTRE LA PROVINCE DE QUÉBEC ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

La victoire de l'Union Nationale du 28 juillet dernier a mis en relief, je le répète, la volonté bien arrêtée du peuple de Québec, de sauvegarder l'autonomie provinciale.

J'ai déjà prouvé, à l'occasion du discours sur le budget du 25 mars 1947, l'insuffisance et l'injustice des propositions fédérales. Or, voici qu'à

peine deux ans après la fin de la conférence ajournée en mai 1946, les faits soulignent d'une manière incontestable la solidité de la position prise par le gouvernement de l'Union Nationale.

Le gouvernement fédéral désirait obtenir l'exclusivité de la taxation sur le capital et le revenu des corporations, le revenu des particuliers et l'impôt sur les successions.

Quelle était la compensation offerte aux provinces? Au mois d'août 1945, le gouvernement fédéral offrait en échange de ses droits de taxation la somme de \$40,000,000; en janvier 1946, il offrait \$50,900,000.

Par la suite, le gouvernement fédéral a commencé des négociations séparées avec les provinces. La province de Québec a conservé ses principales sources de revenus. Or, les revenus probables pour l'année 1948-1949, au chapitre des successions et de l'impôt sur le capital et le revenu des corporations seront d'environ \$58,000,000 soit \$18,000,000 de plus que le montant offert au mois d'août 1945 et \$7,100,000 de plus que celui offert en janvier 1946.

La sagesse du chef de l'Union Nationale a eu raison de l'avidité des bureaucrates d'Ottawa et de la naïveté de leurs complices. Ne méritait-elle pas la reconnaissance de la province?

La France, par exemple, possède un gouvernement fortement centralisé. Cependant, Adolphe Thiers, dans son discours sur les finances, le 3 juillet 1868, dénonçait les abus d'une centralisation trop excessive:

"Je suis partisan de la centralisation, disait-il, à condition qu'il y ait une grande liberté au centre; car l'unité est une très belle chose et l'unité avec la liberté, c'est la lumière, surtout en finance. Mais l'unité sans la liberté, c'est le plus affreux des despotismes."

Aux États-Unis, l'état fédéral a tenté des manœuvres centralisatrices au détriment du gouvernement des états. Je me permets de vous citer un extrait d'un bulletin de la *National City Bank*, de New-York, en marge de cette politique de centralisation.

"Cette proposition toutefois comporte quatre faiblesses qu'il importe de souligner. Premièrement, le gouvernement fédéral lui-même ne dispose pas de sources d'imposition différentes de celles qui sont assignées aux états et aux municipalités. Deuxièmement, les fonctionnaires nommés par le gouvernement central ne connaissent jamais si parfaitement les aspirations et les besoins régionaux que ceux des gouvernements locaux. Troisièmement, les manipulations de fonds supplémentaires qui résultent du système entraînent une augmentation considérable des frais. Quatrièmement, et cette considération est de beaucoup la plus importante, la cession au gouvernement central du contrôle des fonds publics se traduit nécessairement par la centralisation de l'autorité appelée à déterminer l'usage auquel les fonds seront affectés. D'où un conflit avec les principes fondamentaux de notre démocratie—à savoir qu'au gouvernement fédéral ne doivent être attribués que des pouvoirs limités et que tous les autres pouvoirs doivent être de la compétence exclusive des états et du peuple.

"Le gouverneur William M. Tuck, de Virginie, dans un article qui a été publié dans le numéro d'octobre du *Tax Outlook* nous a mis en garde dans les termes suivants:

“Le système d’après lequel les subventions fédérales continuent à être accordées et même à être augmentées menace de détruire les fondements même du gouvernement local et d’asservir la nation à un hydre bureaucratique. Ce système se soucie peu de l’individu et de ses libertés, si en fait il s’en soucie à un degré quelconque. Le sophisme qui pêche à la base de l’ensemble de la théorie des subventions fédérales consiste à dire que les fonds peuvent être distribués par un gouvernement plein de bonnes intentions comme celui de Washington, à peu de frais pour les états et les gouvernements locaux ou pour leurs citoyens. Aucune théorie ne pourrait davantage s’écarter de la vérité.”

Ces commentaires semblent une image de la situation politique au Canada. A tout événement, ils décrivent une politique analogue qui entraîne des conséquences identiques. Tous se rappellent que la Colombie canadienne a signé une entente avec le gouvernement fédéral, en 1947. A peine une année plus tard, soit le 8 mai 1948, le *Vancouver Sun* écrivait ce qui suit :

“La Colombie britannique a bien mérité l’apostrophe favorite de Texas Guinan. Elle recevait en souriant les habitués de son club de nuit en les saluant d’un *Hello sucker*. Si la Colombie britannique recevait pareille salutation d’Ottawa, après ce que lui coûte sa coopération fiscale avec le Dominion, elle ne l’aurait pas volée.

“Le *Vancouver Sun* s’est procuré les chiffres des sept provinces qui ont loué leurs droits de taxation au Dominion. Ils apparaissent comme suit à la fin de l’année se terminant le mois dernier.

PROVINCE	DONNE AU PAYS	RECOT	POURCENTAGE
Colombie britannique.....	\$144,396,517	\$20,289,281	14.5%
Alberta.....	47,674,232	19,205,173	40.3%
Saskatchewan.....	33,196,561	13,681,361	41.2%
Manitoba.....	64,778,961	12,661,301	19.5%
Nouveau-Brunswick.....	23,087,722	7,821,817	33.8%
Nouvelle-Écosse.....	29,166,866	10,033,372	34.4%
Ile-du-Prince-Édouard.....	2,306,818	1,635,189	70.9%
TOTAL.....	\$344,607,659	\$79,327,497	23.2%

“Un peu d’arithmétique nous montre ce qui se produit. La Colombie britannique apparaît comme payant 42 pour cent des recettes fédérales en échange de 26 pour cent des redevances du gouvernement fédéral. Les trois provinces des prairies contribuent au montant de \$145 millions et reçoivent en retour \$39 millions, tandis que la Colombie britannique paie autant que ces trois provinces réunies et ne reçoit en retour qu’un peu plus de la moitié de leur part globale.

“De fait, ce qu’Ottawa perçoit en Colombie britannique seulement suffit à rembourser entièrement les sept provinces et laisse encore au gouvernement d’Ottawa un profit substantiel de \$65 millions.

“Ces chiffres nous montrent pourquoi la Colombie britannique perçoit une taxe de vente pendant qu’Ottawa se prélassé dans ses surplus. Ils expliquent aussi pourquoi la Colombie britannique demande qu’Ottawa remplisse quelques-unes des vagues promesses de bien-être social contenues dans le Livre Vert.

“La convention dont cette province est affligée ne se terminera qu'en 1952. La Colombie britannique n'a signé cette entente qu'à la demande pressante du gouvernement du Dominion, qui alléguait qu'un mode de taxation uniforme était indispensable à la stabilité d'après-guerre.

“L'on s'attendait à ce que l'Ontario et le Québec fassent de même. Mais les deux refusèrent. Il en résulte qu'il y a moins de stabilité que jamais et que l'unité nationale menace de faire eau de partout.

“La Colombie britannique n'aurait pas signé si elle avait su alors ce qu'elle sait maintenant. Et, elle ne consentira plus à de telles transactions à moins qu'elle n'obtienne une part équitable du revenu des taxes, avec en plus un contrat rigoureux obligeant Ottawa à effectuer quelques-unes des réalisations dont Ottawa aime tant à parler mais qu'il n'accomplit jamais.”

On sait que la province de la Colombie a été obligée en 1948 d'imposer une taxe de vente pour combler l'insuffisance des sommes payées par le fédéral, en vertu d'une entente qu'elle admet avoir signée à contre-cœur et qu'elle regrette maintenant d'avoir conclue.

À l'appui de cet argument qui justifie la politique du chef de l'Union Nationale, en faveur du respect des droits garantis aux provinces par la Constitution de 1867, je me permettrai de vous donner un autre exemple. Dans un article publié dans *Revenue Administration 1948*, M. Philip T. Clark, assistant-contrôleur du revenu de la province d'Ontario, compare la situation des sept provinces qui ont signé une entente avec le fédéral, avec celle des provinces de Québec et de l'Ontario qui ont conservé leurs droits de taxation.

Monsieur Clark démontre que les provinces de Québec et de l'Ontario contribuent dans une large mesure au paiement des subventions accordées aux sept provinces qui ont signé l'entente.

Les droits de taxation cédés par les provinces signataires de l'entente équivalaient en 1940, à 49.2% du total de leurs revenus, alors qu'en 1947, la subvention accordée à ces provinces par le gouvernement fédéral équivalait à 62.3% de leurs revenus.

Les chiffres identiques pour l'Ontario sont de 57.1% en 1940 et de 56.7% en 1947, en admettant que la province d'Ontario lève un impôt sur le revenu des particuliers. Dans le Québec, les chiffres sont de 44.6% en 1940 et de 37.8% en 1947. Ces chiffres démontrent que la subvention reçue par la province de Québec serait grandement inférieure à celle de l'Ontario.

Suivant les mêmes tableaux préparés par M. Clark, les provinces qui ont signé l'entente groupent 37.2% de la population totale du Canada, elles produisent 33.5% du revenu national net et contribuent au trésor fédéral dans la proportion de 25.8%. L'Ontario compte 33.3% de la population canadienne, elle fournit 40.7% du revenu national net et elle contribue au trésor fédéral dans la proportion de 45.5%, alors que notre province compte 29.5% de la population canadienne, qu'elle fournit 25.8% du revenu national net et qu'elle contribue au trésor fédéral dans la proportion de 28.7%. Voici le tableau préparé par monsieur Clark:

TABLEAU No 18

Rendement des impôts provinciaux en 1940 et 1947 (En \$1,000)

	ANNÉE FISCALE SE TERMINANT À LA DATE LA PLUS RAPPROCHÉE DU 31 DÉCEMBRE 1940			ANNÉE FISCALE SE TERMINANT À LA DATE LA PLUS RAPPROCHÉE DU 31 DÉCEMBRE 1947		
	Provinces signataires de l'entente	Québec	Ontario	Provinces signataires de l'entente	Québec	Ontario
Rendement des impôts :						
Droits sur les successions	3,432	5,070	11,172		8,850	17,500
Taxe sur les corporations	19,953	15,720	21,963		30,800	50,000
Impôt sur le revenu personnel	6,220	2,469	7,001			
	29,614	23,259	40,136	79,325	39,650	67,500
Rendement total	60,132	52,191	70,333	127,397	104,905	119,033
Proportion de la subvention donnée en regard du rendement des impôts cédés	49.2%	44.6%	57.1%	62.3%	37.8%	56.7%

TABLEAU No 19

Situation de chaque province vis-à-vis de la population entière du pays,
du revenu national net et du rendement des impôts fédéraux

	POPULATION	REVENU NATIONAL NET	CONTRIBUTIONS AU TRÉSOR FÉDÉRAL
Provinces signataires de l'entente	37.2%	33.5%	25.8%
Ontario	33.3%	40.7%	45.5%
Québec	29.5%	25.8%	28.7%

Hier, les journaux nous apprenaient qu'au cours du débat sur le discours du trône en Alberta, un député créditiste se plaignait de la politique du gouvernement fédéral à l'endroit des provinces. Il prétendait que les provinces perdaient lentement les droits qu'elles possédaient en vertu de la constitution de 1867. Ces paroles sont significatives, parce que le gouvernement créditiste de l'Alberta a signé en 1947 une entente séparée avec le gouvernement fédéral. Ce député insistait pour que cette question de l'autonomie soit étudiée de nouveau et réglée d'une façon définitive, en faveur des provinces.

CONCLUSIONS

Nous sommes très heureux de constater aujourd'hui dans les faits une confirmation éloquentة de la politique sage et progressive de notre chef. Nous avons plus que jamais confiance dans l'avenir de notre province. Vous constatez par l'exposé de notre politique financière que les membres du gouvernement ont consacré toutes leurs énergies à faire oublier les quarante années de négligence des administrations libérales. Nous devons, si nous désirons activer le développement industriel de la province, réparer ces erreurs du passé. Nous devons moderniser notre voirie, accentuer l'importance et la stabilité de l'industrie agricole. Aujourd'hui, nous pouvons apporter à l'électorat des preuves irréfutables du développement industriel du Québec, au cours de ces dernières années. Je puis vous citer par exemple le *Bulletin de la Banque Canadienne de Commerce de Toronto* du mois d'avril 1948. Ce bulletin note qu'au cours de l'année 1948-49, 1,170 nouvelles usines devaient être mises en opération ou en voie de construction au Canada. Sans doute, dit le bulletin, fallait-il prévoir que 80% de ces projets seraient pour l'Ontario et le Québec, les principales régions industrielles. Toutefois, il faut souligner que plus de 40% des usines nouvelles se construisent dans des centres de 30,000 habitants ou moins, et que plus de la moitié des sommes investies iront dans ces petits centres. Cette dispersion géographique de l'industrie est importante car, avec le temps, elle atténuera le problème du logement et du transport dans les grandes villes, et procurera aussi des emplois stables, avec tout ce que cela comporte d'avantages, dans une plus grande partie du pays.

Voici le total des placements faits au Canada pour la construction de nouveaux établissements industriels:

Ontario.....	\$166,000,000
Québec.....	159,000,000
Colombie canadienne.....	36,000,000
Nouveau-Brunswick.....	11,000,000
Alberta.....	4,000,000
Nouvelle-Écosse.....	2,000,000
Saskatchewan.....	2,000,000
Manitoba.....	2,000,000
Ile-du-Prince-Édouard.....	1,000,000

En d'autres termes, le montant des capitaux investis dans les établissements industriels du Québec durant l'année 1948-49 est inférieur de sept millions seulement aux placements faits dans l'Ontario, qui jusqu'ici était considérée comme la province la plus industrialisée. Fait également étonnant, 41.5% de toutes les dépenses faites au Canada pour l'organisation de nouveaux établissements industriels et la modernisation d'établissements qui existent déjà sont effectuées dans la province de Québec.

Ces faits tirés d'un document publié en dehors de notre province sont plus éloquents que tous les discours. Me permettez-vous un autre exemple. Dans un bulletin publié au cours de l'an dernier, par la *Dominion Securities Corporation*, de New York sous le titre *Canada Surges Ahead*, je constate que les trois projets les plus importants, ceux qui attirent davantage l'attention du monde industriel et financier, sont trois projets qui sont actuellement en voie de développement dans notre province. Il y a d'abord le développement des mines de titane au lac Allard, près de Havre Saint-Pierre, le développement des mines de fer du Nouveau-Québec et l'extension de la production de l'aluminium au Lac-Saint-Jean.

J'ai voulu, par souci d'objectivité, vous citer uniquement aujourd'hui des témoignages de l'extérieur.

Il est donc incontestable que notre province développe son industrie d'une façon accélérée. Ce développement, le gouvernement de la province doit l'encourager, il doit y contribuer en donnant au capital sain toutes les garanties de sécurité et de stabilité. Si nous désirons qu'une vie industrielle plus intense se poursuive, le gouvernement doit de toute nécessité prendre les mesures nécessaires pour faire oublier toutes les négligences du passé, afin de placer notre province sur le même pied, au point de vue voirie et travaux publics, que la province d'Ontario. D'ailleurs, ce développement se traduira par une augmentation du revenu national de notre province. Il agrandira le marché de la main-d'œuvre pour contribuer à ouvrir des horizons nouveaux à notre jeunesse, surtout à celle qui possède un cours spécialisé, pour se traduire enfin par une amélioration du bien-être et de la prospérité commune.

Les aperçus que je viens de vous donner, Monsieur l'Orateur, sont une justification du programme d'expansion économique et de stabilité financière mis en œuvre par le gouvernement de l'Union Nationale.

"Québec se développe si rapidement",

écrit le *Monetary Times*, de Toronto, dans un article spécial, intitulé 1949 *Economic Report on French Canada*,

"que nous ne pouvons même pas nous rendre compte de ce qui se passe. Cette province est à un tel point animée d'une vie nouvelle que nous nous trouvons pris dans un véritable tourbillon et que nous sommes incapables d'obtenir la perspective nécessaire pour évaluer la pleine importance des progrès remarquables qu'elle réalise actuellement."

"C'est ainsi que s'est exprimé un des dirigeants d'une industrie lourde à Montréal, au cours d'une conversation avec le représentant du *Monetary Times*."

“Pendant des années, c’est vers l’Ouest que se dirigeait le courant du pro-
“grès”, a-t-il expliqué. “La province de Québec, point de départ de la civilisa-
“tion sur ce continent, s’était laissée dépasser: elle ne connaissait ni les décou-
“vertes ni les développements nouveaux. Pendant des dizaines d’années, cette
“province était à l’arrière-plan d’une évolution qui ne faisait que l’effleurer;
“graduellement, toutefois, sa vie s’est ranimée et l’impulsion de l’industrie
“moderne a pénétré jusqu’à elle. Et maintenant, ce courant vital s’est détourné
“subitement et il est de nouveau orienté vers l’Est. C’est avec une rapidité qui
“nous a tous stupéfiés, qu’ont été déplacés tant dans le reste du pays que dans la
“province, les centres susceptibles de la plus grande expansion industrielle.”

“Aujourd’hui, la province est puissamment industrialisée et elle a devant elle
un avenir qui promet un développement de plus en plus marqué de ses ressources
naturelles . . .

“Plus qu’aucune autre province, Québec s’est efforcé de développer son énergie
électrique depuis 1941. C’est ainsi qu’en 1941, la capacité de ses usines électri-
ques était de 4,557,000 c.v. Elle est actuellement de 5,997,000 c.v., soit une
augmentation de 1,440,000 c.v. ou de 32 pour cent. Pendant la même période,
la Colombie Anglaise a augmenté sa production de 29 %, et l’Ontario de 10 % . . .

“Aucun gouvernement provincial n’a montré un intérêt aussi soutenu, in-
tense et intelligent pour les questions agricoles que celui de la province de Québec.

“Bien qu’il soit exact que cette province perd actuellement son caractère prin-
cipalement agricole et que sa population devient de plus en plus urbaine, il est
également vrai que les liens entre la vie citadine et rurale sont plus étroits dans la
province de Québec que dans toute autre région du Canada . . .”

La province de Québec, M. l’Orateur, demeure toujours fidèle à ses
traditions. C’est la raison pour laquelle le gouvernement affirmait dans
le discours du trône, au début de la présente session:

“Le facteur qui assurera le mieux l’unité canadienne et sauvegardera l’avenir
de la Confédération réside dans le respect de l’autonomie provinciale et dans la
fidélité à l’esprit comme à la lettre du pacte fédératif. Il est juste et indispen-
sable que la province de Québec puisse exercer, dans leur plénitude, les droits,
prérogatives et libertés qui lui appartiennent, qui lui sont, par surcroît, formelle-
ment reconnus par la constitution canadienne et dont dépend son avenir. La
stabilité et la sécurité sociales, municipales et nationales dépendent en bonne
partie de la stabilité constitutionnelle.”

M. l’Orateur, la province de Québec, pays de tolérance et de liberté,
est toujours heureuse “de coopérer, dans le respect des droits de chacun,
à la grandeur du Canada”.

M. l’Orateur, je propose que cette Chambre se forme maintenant en
comité des voies et moyens.

TABLE DES MATIÈRES

I.—FAITS SAILLANTS DE L'HISTOIRE FINANCIÈRE DE LA PROVINCE DE 1944 à 1948.....	6
II.—SITUATION FINANCIÈRE DE LA PROVINCE.....	7
1°—Chiffres définitifs pour l'année 1947-48.....	7
2°—Considérations sur l'année financière 1948-49.....	9
Tableau No 1. —État provisoire des revenus pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1949.....	10
Tableau No 2. —État provisoire des dépenses ordinaires et en immobilisations pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1949.....	11
a) Augmentation sensible des revenus.....	16
b) Le fonds d'éducation.....	17
Tableau No 3. —Fonds d'éducation—état des revenus et des dépenses.....	18
c) Augmentation des dépenses.....	19
Le crédit agricole.....	23
L'électrification rurale.....	24
Service de l'habitation familiale.....	25
Le marché de nos obligations.....	26
Tableau No 4. —Obligations émises depuis le 1er avril 1945..	28
Tableau No 5. —Obligations remboursées depuis le 1er avril 1945.....	29
Tableau No 6. —Remboursements à effectuer pendant l'exercice 1949-50.....	30
III.—CONSIDÉRATIONS SUR LE BUDGET 1949-50.....	32
Tableau No 7. —Revenus probables pour l'exercice financier 1949-50.....	33
Tableau No 8. —Prévisions budgétaires-ordinaires et en immobilisations.....	34
1°—Les ressources hydrauliques.....	35
2°—La voirie.....	36
Tableau No 9. —Voies de communications entre les grands centres.....	37
Tableau No 10. —Voirie rurale.....	38
Tableau No 11. —Voies de communications avec les provinces voisines.....	39
Tableau No 12. —Voies de communications avec les États-Unis	39
Tableau No 13. —Travaux d'amélioration.....	40
3°—Les travaux publics.....	43
Tableau No 14. —Ponts de \$100,000 et plus construits depuis 1944.....	44

4°—L'instruction publique.....	46
5°—Le secrétariat de la province.....	46
6°—La Jeunesse et le bien-être social.....	47
Tableau No 15. —Écoles spécialisées—Dépenses imputables au capital depuis la création du ministère de la Jeunesse.....	48
Tableau No 16. —Tableau qui permet de comparer les sommes versées aux nécessiteux en vertu de la Loi de pension de vieillesse, de la Loi de pension aux aveugles et de la Loi de l'assistance aux mères nécessiteuses.....	51
7°—La santé.....	52
Tableau No 17. —Hôpitaux et sanatoriums — Nouveaux lits (1944-1948).....	52
8°—L'agriculture.....	53
9°—La colonisation.....	54
10°—Les mines.....	55
IV.—LES RELATIONS FINANCIÈRES ENTRE LA PROVINCE DE QUÉBEC ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.....	56
Tableau No 18. —Rendement des impôts provinciaux en 1940 et 1947.....	60
Tableau No 19. —Situation de chaque province vis-à-vis de la population entière du pays, du revenu national net et du rendement des impôts fédéraux.....	60
CONCLUSIONS.....	61